

enoromi azine

10

MANAGEMENT
GABRIEL TCHANGO

Port-Gentil : Trois ans après, il poursuit les chantiers.

+

DOSSIER

Prix du pain : L'impact de la crise mondiale.

INTERNATIONAL

Crise en Ukraine : Les raisons de la colère de la Russie.



**SCANNEZ
LE QR CODE**

Pour plus de contenu
sur notre site web
www.enoromi.com

MAGAZINE GRATUIT



771473 968012 >



Bienvenue au *Gabon*



Directeur de publication

Dorine Henry M.

Rédacteur en chef

Seif Mostley

Graphisme & maquette

Davy MEGNIE  Think different

Webmaster

Simon Steven OBAME

Photographies

Bambi Photographie Pro

Régie publicitaire

Prestige Com Premium
Téléphone : +241 77 65 75 75

Équipe de rédaction

Jean Paul Augé OLLOMO
Christian BOUA
Griffin ONDO

Tirage mensuel

5000 exemplaires

Imprimé par

Services Prestiges International

Points de distribution

À Libreville

Spa Yacine
La Maison de Lulu
Urban FM

Oyem

Hôtel Marguerite

Ont participé

Hailée M.D
Brice GOTOA
Mikel DOUSSENGUI
Lionnel MBENG
Sveltana ADAH MENDOME

Suivez-nous également sur les réseaux sociaux

@Enoromi Magazine



ÉDITO

POUR UNE ÉCONOMIE GABONAISE POST-COVID-19 PERFORMANTE

Le Gabon a souffert des effets des restrictions liées à la lutte contre la pandémie de Covid-19. Le gouvernement n'avait pas une autre solution pour protéger la population que d'instaurer l'État d'urgence sanitaire. Au-delà des critiques qui peuvent être formulées quant à la gestion de la crise, cet évènement hors du commun a été une occasion de mesurer le niveau de résilience du pays.

La perspective de la « sortie » de la pandémie renseigne sur la nécessité pour l'État de s'engager pleinement à travailler dans le secteur économique pour réparer la fracture qui s'est créée, occasionnant de graves inégalités. Le Centre international de recherche en économie et gestion pour le développement (CIREGED) a sorti dernièrement un Livre Blanc, «Repenser l'Économie Gabonaise Post Covid-19». Un ouvrage collectif impliquant de nombreux chercheurs de l'Université Omar Bongo de Libreville. Il y est question d'analyser les conséquences actuelles et prévisibles de la crise de la Covid-19 sur l'économie gabonaise d'une part, identifier les réformes ou mesures envisageables pour une économie gabonaise post Covid-19 performante et susceptible d'assurer la prospérité des citoyens, d'autre part ».

Les quinze chapitres qui composent ce Livre Blanc font un état de la situation et proposent des pistes de réflexion utiles pour la prise en compte du bien commun par l'État. Il est clairement établi que la pandémie de la Covid-19 a fortement contribué à l'idée de mener une réflexion profonde sur la capacité réelle de l'État à protéger véritablement les populations. S'il faut reconnaître qu'aucun pays ne s'était préparé à affronter cette crise sanitaire mondiale, néanmoins notre pays aurait été certainement plus proactif si, à contrario de l'État providence, la formule de l'État prévoyant était la norme.

La structure des dépenses publiques (plus de 34% du budget est consacré aux dépenses de personnel) n'a véritablement pas laissé à l'État une manœuvre conséquente lui permettant de venir en aide aux

entreprises ayant subi le contrecoup de la crise. Or, en situation d'État prévoyant, qui implique d'accorder plus de place à l'investissement dans l'avenir, l'anticipation dans « la réalisation d'aléas divers (politiques, sanitaires, économiques, sociaux et environnementaux) susceptibles d'influencer le bien-être social », la recherche scientifique moderne est un atout majeur pour aider à la prise de décision dans un contexte d'incertitude. Il faut donc, pour l'avenir, que l'État encourage par l'investissement public et par l'adhésion de l'entrepreneuriat privé une politique de prévoyance des risques afin d'être capable de mieux gérer les crises.

Si de nombreux spécialistes à travers le monde reconnaissent que la crise économique actuelle n'est pas d'origine économique, mais sanitaire, la réponse qui sied est de réformer. Ces réformes doivent évidemment être de toute nature. Notre pays s'est certes doté d'un instrument pour la relance de l'économie, le Plan d'accélération de la transformation (PAT), seulement, sera-t-il assez pertinent pour parvenir à réunir l'ensemble des moyens nécessaires à son déploiement, soit 3 000 milliards de FCFA ? La réponse à cette question ne sera positive qu'à condition de véritablement penser la réforme des finances publiques et la réforme de l'État.

La structure des économies post pandémie est indubitablement tourner vers la prise en compte de tous les leviers utiles au renforcement des capacités des ressources humaines, à la refonte en profondeur du système de formation professionnelle, à l'investissement dans les technologies du futur à travers des partenariats État-entreprises, à l'organisation de la production de l'énergie et la préparation d'une « rapide » transition énergétique, à la réforme de l'administration centrale et l'application effective de la décentralisation et enfin, à la mise en place des filets de protection sociale protégeant les familles des conséquences des chocs économiques et d'autres crises. ●



Seif Mostley
Rédacteur en chef

Sommaire

09

Actualité.

Banque : La CEMAC à nouveau confrontée à la surliquidité.

ACTUALITÉS

06 Mines : Manganèse à haute teneur, les bonnes performances de COMILOG en 2021.

07 Transports : Nouvel aéroport de Libreville, la future vitrine du développement du Gabon.

08 Infrastructures : Owendo Bypass, une route pour faciliter les échanges commerciaux entre l'intérieur du pays et le port d'Owendo.

09 Banque : La CEMAC à nouveau confrontée à la surliquidité.

ENTREPRENEURIAT

16 Madeleine RENGUILA

Le digital comme solution pour réduire les fraudes routières.

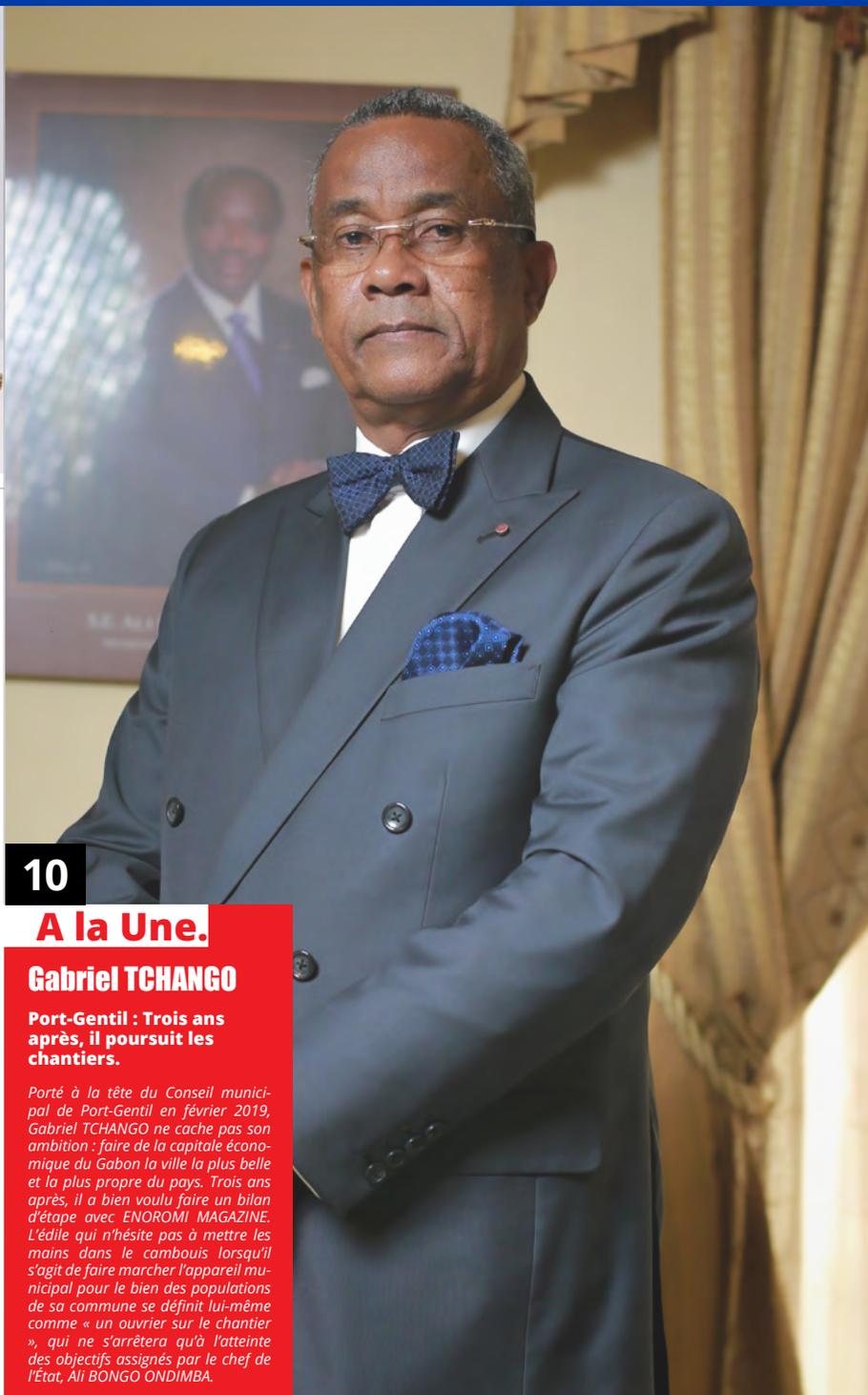
ENQUÊTE

20 22 milliards de FCFA depuis 2019 :

Où va l'argent de la taxe pour les ordures ménagères ?

TRIBUNE

24 La dot dans la société gabonaise.



10

A la Une.

Gabriel TCHANGO

Port-Gentil : Trois ans après, il poursuit les chantiers.

Porté à la tête du Conseil municipal de Port-Gentil en février 2019, Gabriel TCHANGO ne cache pas son ambition : faire de la capitale économique du Gabon la ville la plus belle et la plus propre du pays. Trois ans après, il a bien voulu faire un bilan d'étape avec ENOROMI MAGAZINE. L'édile qui n'hésite pas à mettre les mains dans le cambouis lorsqu'il s'agit de faire marcher l'appareil municipal pour le bien des populations de sa commune se définit lui-même comme « un ouvrier sur le chantier », qui ne s'arrêtera qu'à l'atteinte des objectifs assignés par le chef de l'État, Ali BONGO ONDIMBA.



26

Dossier.

Prix du pain :
L'impact de la crise mondiale.

DOSSIER

26 Prix du pain :
L'impact de la crise mondiale.

MAIS ENCORE...

30 Mlle OKENKALI
Victime de son choix, elle partage son expérience par écrit.

DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

32 Femmes : *comment se libérer de ces étiquettes qui pèsent sur nous ?*

SPORT

34 Reprise des activités sportives collectives : *Les enjeux.*

CULTURE

36 Max S. OBOUMADJOGO
Une lueur d'espoir pour les acteurs culturels.

DÉCOUVERTE

38 Pogara Lodge :
Un bout de paradis à découvrir.

ZOOM SUR

40 Henryl Bernel NGOUMBA :
La réalisation vidéo comme vecteur de réussite!

INTERNATIONAL

42 Crise en Ukraine : *Les raisons de la colère de la Russie.*



36

Culture.

Max S. OBOUMADJOGO :
Une lueur d'espoir pour les acteurs culturels.

Actualités



Mines : Manganèse à haute teneur, les bonnes performances de Comilog en 2021.



La compagnie minière de l'Ogooué (Comilog) a réalisé une production record de 7 millions de tonnes de manganèse en 2021, en hausse de 21% par rapport à 2020. Cette performance fait de Moanda la première mine au monde de manganèse à haute teneur.

La Compagnie minière de l'Ogooué (Comilog), filiale gabonaise du groupe minier français Eramet, a réalisé de belles performances en 2021. L'entreprise a réalisé une production historique de 7 millions de tonnes de minerai de manganèse en 2021 contre 5,8 millions de tonnes en 2020, soit une hausse de 21%. Le volume des ventes 2021 s'est établi à 6,6 millions de tonnes contre 6 millions de tonnes en 2020, soit une progression de 10%.

À travers cette performance, la Comilog, principal exploitant de ce minerai dans le pays, a enregistré un chiffre d'affaires FOB 2021 de 581 milliards de FCFA contre 551 milliards FCFA soit une augmentation de 5,4% essentiellement due à la progression des volumes vendus. Aussi, un résultat d'exploitation de 186 milliards de FCFA contre 164 milliards en 2020, soit une hausse de 13%. Dans la même perspective, le résultat net réalisé par Comilog SA s'élève en 2021 à 89 milliards de FCFA contre 11,9 milliards de FCFA en 2020. C'est un objectif qui avait été fixé en début d'exercice 2021 qui est ainsi atteint.

Selon l'entreprise, ces bons résultats font de Moanda la première mine au monde de manganèse à haute teneur. Ils permettront de maintenir un niveau d'investissements forts et de se développer afin de rester un acteur majeur de

l'industrie du manganèse dans un marché concurrentiel fort et incertain. Au niveau de la qualité de son minerai, Comilog a enregistré 97% de conformité.

Les raisons de cette performance

Ces bons résultats proviennent du niveau d'investissement consenti par l'entreprise durant l'année 2021. Notamment de l'ouverture de la mine d'Okouma en 2020, les investissements modulaires, l'amélioration de la logistique et l'engagement des 2000 collaborateurs qui sont essentiellement les vecteurs de cette performance industrielle.

« Nous avons réalisé d'excellents résultats en 2021. Ils reflètent l'engagement et l'agilité des équipes qui ont su saisir les opportunités dans un environnement mouvant. Ces très bonnes performances démontrent la pertinence de notre modèle opérationnel, fortement générateur d'améliorations intrinsèques et de cash-flow sur la durée », a indiqué Christel BORIES, présidente-directrice générale du Groupe Eramet avant d'ajouter : « Nous avons accéléré le déploiement de notre stratégie pour nous recentrer sur nos activités minières et métallurgiques porteuses de croissance. La relance du projet Lithium ainsi que la signature du protocole d'accord en vue de la cession d'Aubert & Duval ont été des étapes significatives. »

Les évolutions récentes du marché marquées par la très forte croissance de la demande de métaux critiques pour la transition énergétique et le renforcement des exigences environnementales et sociétales, confortent par ailleurs pleinement les choix stratégiques de l'entreprise. « C'est donc plus fort que nous abordons cette nouvelle étape de l'histoire du Groupe avec l'ambition de devenir une référence de la transformation responsable des ressources minérales de la Terre, pour le bien vivre ensemble », a affirmé la présidente directrice générale du Groupe Eramet. La transformation managériale en cours a également impacté favorablement les résultats de Comilog SA. Grâce à ses performances, l'entreprise est un acteur du développement de Moanda.

Comilog soutient l'économie gabonaise et participe au développement de Moanda. L'année 2021 reste marquée par une

confirmation de son engagement RSE grâce à un dialogue social permanent avec les populations hôtes et les autorités de la ville de Moanda. Elle s'explique également par une maîtrise des impacts et un investissement communautaire qui se traduit entre autres par la réhabilitation des infrastructures (pavage des voiries secondaires de Moanda, adduction d'eau, éclairage public, établissements scolaires).

Selon l'entreprise, en matière de soutien à la diversification économique plusieurs projets ont été lancés. Il s'agit notamment de l'unité de fabrication des pavés, la production de briques en terre compressée à Moanda et le cadrage des projets agropastoraux. Toutes ces actions ont permis la création de plus de 360 emplois, dont 180 saisonniers.

Le Gabon vise une production de 10,06 millions de tonnes de manganèse en 2022

Cette hausse de la production conforte les ambitions du Gabon. Selon le ministère de l'Économie, le Gabon devrait voir sa production de manganèse au cours de l'exercice 2022, comparativement à 2021. Ainsi, cette production devrait se situer à 10,06 millions de tonnes en 2022, en progression de 6,9 % par rapport à 2021. Aussi, les autorités du pays souhaitent porter la production de manganèse à 10,3 millions de tonnes par an en 2023 voire à 12 millions de tonnes en 2025.

La filiale d'Eramet a pour objectif principal en 2022 de renforcer sa place de leader mondial dans l'activité du manganèse en atteignant sa cible de production dans un environnement mondial perturbé. Elle place la sécurité au travail au cœur de ses activités, dans le cadre d'un programme « sécurité 4.0 ». De même, les équipes de Comilog travaillent dans le strict respect des normes environnementales et de la biodiversité. L'un des objectifs de l'entreprise est de réduire son empreinte CO2 via le transbordement grâce à la modernisation de sa ligne logistique maritime. ●

Brice GOTOA



Banque : La CEMAC à nouveau confrontée à la surliquidité.



Alors même que de nombreux projets structurants de la sous-région sont confrontés à l'absence de financement, au point que des partenaires internationaux sont mis à contribution pour pallier ce manque, un rapport de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) a révélé le 24 mars 2022 que la surliquidité bancaire au sein de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) est de 1 450 milliards de FCFA.

Rien de nouveau. Les banques présentes au sein de la zone CEMAC sont une fois de plus en situation de surliquidité. Un rapport de la BEAC rendu public le 24 mars 2022 révèle que les 50 établissements bancaires que compte la sous-région de l'Afrique centrale ont un excédent estimé à 2,5 milliards de dollars, soit 1 450 milliards de FCFA. Ce chiffre, précise-t-on, est basé sur l'indicateur des réserves.

Cet excédent bancaire est réparti entre les banques et les Établissements de microfinances (EMF). Il s'agit, précise la BEAC, de 1,7 milliard de dollars, soit 1 050 milliards

de FCFA détenus par les banques et 670 millions de dollars (400 milliards de FCFA) pour les EMF. L'institution bancaire panafricaine juge incompréhensible cette situation contre laquelle plusieurs initiatives ont déjà été menées. En attendant, de nombreux projets structurants de la sous-région sont confrontés à l'absence de financement, au point que des partenaires internationaux sont mis à contribution pour pallier ce manque.

Vers une nouvelle reprise des liquidités ?

Pour faire face à la situation de surliquidité des banques, la BEAC a plus d'une fois procédé à des opérations de reprise de liquidités. En décembre 2021, alors que la crise sanitaire due à la Covid-19 frappait encore durement les économies des pays de la CEMAC, l'institution bancaire avait annoncé devoir récolter auprès des banques commerciales 50 milliards de FCFA (soit plus de 86,2 millions de dollars). L'objectif affiché était de combattre l'inflation dans la zone.

Contrairement à la démarche inverse consistant à procéder à des injections de liquidités dans des banques désireuses de satisfaire leurs besoins de financement des économies, cette opération de prélèvement vise, explique-t-on, à soulager les banques commerciales en situation de surliquidité, susceptibles d'injecter plus de fonds dans le circuit économique que nécessaire au risque d'engendrer des tendances inflationnistes sur le marché sous-régional.

Seulement, en mars 2020, ces opérations de reprise de la liquidité bancaire avaient été suspendues. Il fallait en effet atténuer les effets néfastes de la Covid-19 sur les économies de la CEMAC. ●

DLG

► MANAGEMENT

GABRIEL TCHANGO

Port-Gentil : Trois ans après, il poursuit les chantiers.

Porté à la tête du Conseil municipal de Port-Gentil en février 2019, Gabriel TCHANGO ne cache pas son ambition : faire de la capitale économique du Gabon la ville la plus belle et la plus propre du pays. Trois ans après, il a bien voulu faire un bilan d'étape avec ENOROMI MAGAZINE. L'édile qui n'hésite pas à mettre les mains dans le cambouis lorsqu'il s'agit de faire marcher l'appareil municipal pour le bien des populations de sa commune se définit lui-même comme « un ouvrier sur le chantier », qui ne s'arrêtera qu'à l'atteinte des objectifs assignés par le chef de l'État, Ali BONGO ONDIMBA.



ENOROMI MAGAZINE

Le 31 décembre 2020, vous écriviez sur votre page Facebook que 2020 a été une année difficile, une année qui ne ressemble à aucune autre. 2021 a-t-elle été meilleure ?

Gabriel TCHANGO

Effectivement, 2020 a été une année difficile, à la suite de la déclaration de l'état d'urgence sanitaire sur la pandémie de la Covid-19. L'arrivée du corona virus a changé nos comportements quotidiens, et a considérablement impacté nos habitudes. À l'instar des autres administrations, l'Institution que je dirige n'a pas échappé aux restrictions mises en place par les plus Hautes Autorités du pays. Comme 2020, l'année suivante n'a été que la continuité.

ENOROMI MAGAZINE

Pensez-vous avoir atteint tous les objectifs que vous-vous êtes fixés pour cette année 2021 ?

Gabriel TCHANGO

Je dirais non. Nous avons beaucoup de défis à relever, car les populations en demandent chaque jour. De ce fait nous continuons à travailler, mon équipe et moi pour l'amélioration des conditions de vie de nos concitoyens.

ENOROMI MAGAZINE

Vous avez été très actif sur le plan social, sportif et même culturel en 2021. C'est assez rare pour un maire d'intervenir dans autant de domaines différents. D'où vous vient cette motivation ?

Gabriel TCHANGO

Je suis fils de Port-Gentil. Cette ville m'a tout donné, j'ai gravi des échelons ici, que ce soit sur le plan professionnel que politique. Alors, je suis animé par l'esprit de « champion », c'est-à-dire, un enfant que les parents ont gâté, qui renvoie l'ascenseur à son tour. Pour conclure sur cette question, je voudrais simplement dire que notre cité doit être construite par ses enfants. Et je fais ma part en tant que maire et fils du coin.

ENOROMI MAGAZINE

Contexte Covid oblige, vous avez également été particulièrement actif dans la lutte contre la propagation de la pandémie, y compris en allant vous-même sur



le terrain pour la désinfection des lieux publics. Quel sens cela revêt-il pour vous ?

Gabriel TCHANGO

L'état d'urgence sanitaire avait été décrété par le gouvernement. Il fallait que les responsables administratifs, chacun à son niveau de responsabilités, montrent le bon exemple et s'approprient ce discours. C'est dans ce sens que j'ai sorti un arrêté municipal fixant les heures d'ouvertures et de fermetures des marchés municipaux de 6h00 à 15h00. Cela permettait à la DSTM (Direction des Services techniques municipaux) de désinfecter les marchés en début de soirée après nettoyage par notre partenaire GPS (Gabon Propre Service). J'ai montré l'exemple, car la santé de nos populations, j'en fais une priorité.

ENOROMI MAGAZINE

Le domaine infrastructurel n'a pas été en reste durant l'année 2021, notamment avec la poursuite de la rénovation de l'Hôtel de Ville, les mairies d'arrondissements et certains lieux commerciaux. Rappelez-nous quelles ont été vos actions en la matière.

Gabriel TCHANGO

Dès ma prise de service en mars 2019 à la mairie de Port-Gentil, j'ai entamé une tournée dans les différents services que regorge notre Institution. Un constat amer a été fait. Il fallait agir rapidement. Alors, j'ai initié les travaux de réhabilitation de l'immeuble administratif dit (SO-GARA) qui héberge plusieurs services, et j'ai équipé l'ensemble des bureaux du matériel moderne de dernière génération. Aujourd'hui, je suis heureux



de voir nos agents travailler dans des conditions optimales, ceci pour un meilleur rendement. Aussi, dans le même ordre d'idée, ai-je lancé les travaux de rafraîchissement du premier bâtiment de la mairie située au bord mer. Un bâtiment qui retrace l'histoire du Conseil municipal de notre commune. Ce bâtiment qui abrite les services d'état civil et du social, sera livré dans les toutes prochaines semaines.

ENOROMI MAGAZINE

Comment se passent les partenariats avec les différentes sociétés pétrolières, dans le cadre de leur RSE ? Ces partenariats profitent-ils véritablement aux Portgentillais ?

Gabriel TCHANGO

Nous avons de très bons rapports avec l'ensemble des opérateurs éco-

nomiques installés dans notre ville. J'ai lancé un appel à ces derniers lors d'une rencontre à la salle polyvalente Pierre Louis Agondjo Okawe, pour nous apporter leur aide. Beaucoup se sont manifestés, certains ont apporté du matériel, ce qui nous permet de mieux accomplir nos missions régaliennes sur le terrain. Aussi, cet appui permet-il de mieux manager notre programme de salubrité : «Port-Gentil ville propre, ville prospère» (POG - 2VP) que j'ai lancé à l'entame de mon mandat. Ces partenariats nous facilitent le travail et surtout, ils contribuent à rendre notre cité plus propre.

ENOROMI MAGAZINE

C'est indéniable. Depuis votre accession à la tête du conseil municipal, Port-Gentil connaît une certaine transformation.

Quel est le secret de la réussite de la méthode TCHANGO ?

Gabriel TCHANGO

Il n'y a pas de méthode TCHANGO. Je suis au service de mon village, de ma province et du Gabon dans son ensemble. Je suis au service de mon pays et du Président de la République, Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA, qui nous instruit d'être aux côtés de nos populations. En clair, je suis un ouvrier sur le chantier.

ENOROMI MAGAZINE

Quel pourrait être l'apport des jumelages dans l'amélioration des conditions de vie des Portgentillais ? Où en êtes-vous avec le projet de jumelage avec la ville de Nice dont vous avez rencontré les autorités en septembre 2021 ?

Gabriel TCHANGO

Dans le cadre des jumelages, nous avons bénéficié à plusieurs niveaux de l'accompagnement de nos partenaires. C'est ici pour moi l'occasion de remercier ces derniers. Quatre camions-bennes de ramassages des ordures, 1 200 bacs et bien d'autres apports nous ont été accordés par la Mairie de la ville de Thouars. Ce matériel nous permet aujourd'hui de rendre notre cité propre et prospère. Toujours dans la même veine, nous avons des rencontres d'échanges pédagogiques avec la ville de Seine-Saint-Denis en matière de santé entre nos dispensaires et l'IFITS (l'Institut de formation inter hospitalier Théodore SIMON de l'Île de France), plus précisé-

ment dans le cadre des formations de renforcement des capacités.

D'ailleurs, je profite de l'opportunité que vous me donnez de dire merci aux partenaires qui nous accompagnent. Aussi, lors de ce séjour, j'ai échangé avec le maire de Nice, Christian ESTROSI, nous avons une vision d'ensemble de jumelage de nos deux villes. Nous échangeons régulièrement pour la matérialisation dudit projet.

ENOROMI MAGAZINE

Côté salubrité. Êtes-vous satisfait de ce qui a été fait depuis votre arrivée ou reste-t-il à faire ? Et comment parviendrez-vous à faire de Port-Gentil la ville

la plus propre du Gabon, une de vos priorités ?

Gabriel TCHANGO

Je ne suis pas encore satisfait, car beaucoup reste à faire. Vous savez, notre ville s'agrandit chaque jour, il existe des zones auxquelles nous n'avons pas accès à cause des constructions anarchiques, donc certains riverains créent des poubelles à ciel ouvert dans les quartiers, cela engendre des problèmes de santé chez les habitants. Nous travaillons pour régler de manière définitive cette situation.

ENOROMI MAGAZINE

L'autre priorité que vous-vous êtes fixée pour votre mandat à la tête de la mairie est de réhabiliter voire de construire le réseau routier de la commune. Où en est-on trois ans après ?

Gabriel TCHANGO

Les mairies n'ont pas compétence à construire des routes, nous faisons l'entretien des voiries secondaires. À Port-Gentil, nous apportons notre soutien au ministère des Travaux publics avec les petits moyens dont nous disposons. Nous avons réhabilité la route «Mini Prix», aux Champs, Cités Unies dans le deuxième arrondissement. Nous comptons poursuivre cet engagement dans le reste des arrondissements. Présentement, nous sommes en travaux au Quartier Chic. Aussi, vais-je profiter de votre canal pour exprimer ma profonde gratitude à notre partenaire de toujours, SOCO BTP.

ENOROMI MAGAZINE

Votre mot de fin.

Gabriel TCHANGO

Merci pour l'intérêt que vous m'avez offert de parler de l'action municipale de la mairie de Port -Gentil, cela montre combien de fois vous suivez notre actualité. Que les populations soient pleinement rassurées de tout notre engagement, mon équipe et moi, pour faire de notre commune une ville où il fait bon vivre. Que Yeshua le miséricordieux nous accompagne et nous assiste chaque jour. ●

Propos recueillis par
Griffin ONDO



Amazing
GABON



MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,
DU TRANSFERT DE TECHNOLOGIES,
DE LA CULTURE ET DES ARTS.

Père Edition

CONCOURS NATIONAL DE PHOTOGRAPHIE AMAZING GABON

Thème: "Faune & Flore du Gabon"

EXPO _SITION ET REMISE DES PRIX

Du 04 au 08 Avril 2022
au Musée National
des Arts, Rites et Traditions du Gabon

ENTRÉE:
2000Fca



► ENTREPRENEURIAT

Madeleine RENGUILA

**Le digital comme solution
pour réduire les fraudes
routières.**



Par rapport à l'année précédente au terme de laquelle 2 800 ont été dénombrés, le Gabon a enregistré une hausse de 24% d'accidents de la circulation en 2021. En cause, des problèmes techniques, mais surtout l'accroissement du nombre de chauffards et d'automobilistes détenteurs de faux documents de transport. Une situation à laquelle Madeleine Orlane RENGUILA IKANA veut y mettre un terme grâce à Rengus Digital, une application multifonctionnelle axée en partie sur la sécurité routière. L'entrepreneure nous en dévoile les secrets.

ENOROMI MAGAZINE

Vous avez un parcours étonnant. Après Comilog et Gabon Oil Company (GOC), vous avez opté pour l'entrepreneuriat dans l'optique de devenir votre propre patronne. Et il y a quelques années, vous avez lancé une application sur la sécurité routière. Dites-nous-en plus.

Madeleine RENGUILA

Je dirai que mon parcours est atypique, mais passionnant. Le cœur de ma compétence est dans les contrats, les achats et tout ce qui tourne autour de la Supply Chain Management depuis plus de 12 ans. Mais je ne me suis jamais sentie aussi épanouie que dans le monde du digital et celui du transfert de connaissances.

Rengus Digital (RD) est le nom de cette application que j'ai officiellement lancée en 2018, mais c'est également aujourd'hui le nom de ma startup. Il s'agit d'un outil que je qualifie de multifonctionnel. C'est-à-dire que nous ne restons pas figés sur la sécurité routière, d'autant plus que notre application propose un système de gestion des données du transport d'un État indépendant adapté aux réalités locales via un permis de conduire et une carte grise, les deux principaux documents à présenter lors d'un contrôle routier. L'un, le permis, va de l'acte de naissance du propriétaire à la dernière infraction commise grâce à l'utilisation du QR code ; l'autre va de la date d'entrée du véhicule (avec des informations sur les différents propriétaires) jusqu'à la date d'expiration de l'extincteur en passant par les détails sur l'assurance et la visite technique. Le paiement des infractions enregistrées est d'ailleurs possible

via mobile, pour une transparence des recettes fiscales de notre État. La lecture de ces deux documents est rendue possible par l'utilisation des scanners RD.

ENOROMI MAGAZINE

En quoi concrètement votre outil est-il nécessaire plutôt qu'un autre ?

Madeleine RENGUILA

Il faut dire que Rengus Digital nous permet de garantir un certain nombre de choses, à savoir :

- Une sécurisation de l'élaboration et de la production des documents de transport par un procédé numérique plus moderne et infalsifiable ;
- Une facilitation pour une application de la réglementation plus efficace, simple, équitable et transparente ;
- Une interface opérationnelle dont la base de données resterait accessible à l'administration des transports et aux différents intervenants de la chaîne des transports ;
- Une disponibilité en temps réels, des données statistiques et autres informations, sur la mobilité des personnes et des marchandises ;
- Un renforcement des règles de sécurité routière dans le cadre d'un partenariat privilégié ;
- Une véritable culture de la sécurité routière à diffuser progressivement auprès des usagers et acteurs intervenant dans le transport routier ;

- RD, en outil opérationnel de la réforme portant sur la sécurisation, la production et la délivrance des documents des transports (permis de conduire, cartes grises), tout en simplifiant les procédures (impact sur les délais de délivrance et économie sur les coûts des imprimés) ;
- RD, pour le renforcement des règles de sécurité routière (par la préfiguration d'un fichier d'infractions courantes au Code de la route, rattachées à la personne du conducteur, périodicité d'actualisation des documents de transports) ;
- RD, pour l'amélioration du système de gestion desdits documents grâce aux synergies à développer avec les assureurs, les mairies, les centres auto-bilan (point focal d'alerte, réactivité accrue au niveau des renouvellements) ;
- RD, pour une meilleure régulation et un encadrement du dynamisme économique du secteur transports terrestres qui participent effectivement à la relance de l'économie (Réduction des délais de délivrance, allègement des dispositifs de contrôle en temps et argent, sécurisation et optimisation des recettes fiscales).

ENOROMI MAGAZINE

Quel intérêt pour l'Etat de vous faire confiance ?

Madeleine RENGUILA

Outre son impact certain sur l'économie nationale, Rengus Digital peut aussi avoir un fort impact social et stratégique : le premier pays à l'implémenter sera le pionnier en Afrique, car notre code-bar renferme le plus d'informations possibles sur chaque individu. De plus, notre projet est protégé à l'OAPI, ce qui nous permet après implémentation sur notre territoire de le vendre aux 16 autres pays couverts par l'OAPI.

Notre outil permettra également de créer plusieurs emplois au profit des jeunes. L'on proposerait donc nombre de postes liés notamment à l'enregistrement des données. Les différentes maintenances et formations demanderont des ressources humaines, ce qui en ferait une meilleure source de revenus pour le Trésor public. Ainsi, pêle-mêle, RD est un moyen d'identification facile et rapide, elle permet un recouvrement rapide en cas de perte, garantit d'avoir des documents sécurisés et non falsifiables et facilitera la libre circulation des personnes, etc.

À travers RD, il peut être envisagée la création d'un fonds permettant de parvenir à l'offre de la gratuité du transport des élèves et des étudiants.

ENOROMI MAGAZINE **Comment appréhendez-vous l'accueil de la clientèle ?**

Madeleine RENGUILA

Si nous parlons des transporteurs, ils seraient heureux de ne plus dépenser quoi que ce soit durant les contrôles intempestifs. Si nous parlons du ministère des Transports, il se porterait mieux si les faux permis arrêtaient de circuler. Et si nous parlons des familles endeuillées à la suite d'accidents causés par des personnes détentrices de faux permis de conduire, elles se porteraient mieux si cela n'était pas arrivé.

Ce que je veux dire, c'est que RD se positionne comme des dizaines d'applications locales et féminines qui changeraient la donne, mais qui sont analysées, observées et très souvent copiées pour ne jamais être mise en place. Un pays de la sous-région a accueilli les compétences de RD sur un autre domaine avec beaucoup d'enthousiasme et reste satisfait du travail constant que nous fournissons. La clientèle locale n'a malheureusement pas encore pu savourer RD dans le domaine des transports. Une signature avec le gouvernement serait une bénédiction.

ENOROMI MAGAZINE **Hormis les activités entreprises par Rengus Digital, vous avez un cabinet de langue, « Rengus For Africa ». Quel en est l'intérêt pour un pays francophone comme le nôtre ?**

Madeleine RENGUILA

RENGUS FOR AFRICA est une branche de RD qui forme effectivement dans la langue du digital, qui est l'anglais. Je dirai que le Gabon est pays multilingue. Après avoir discuté avec ma Team de formateurs, je peux vous assurer que le Gabonais s'intéresse un peu plus chaque jour à l'apprentissage et la maîtrise de cette langue et de bien d'autres.

ENOROMI MAGAZINE **Vous êtes la représentante de Femmes Actives du Gabon, un réseau fort de plus de 2 000 femmes entrepreneurs, commerçantes et même administratives. Quels sont les projets de ce regroupement digital de femmes ?**

Madeleine RENGUILA

Représentante officielle de ce réseau fabuleux composé de femmes résilientes, oui, mais ce n'est pas tout. Femmes Actives du Gabon est un réseau qui fait la promotion de ce que les femmes gabonaises ou gabonaises d'adoption ont de meilleur à offrir à ce monde. C'est le plus grand répertoire de compétences féminines au Gabon.

Cette magnifique idée est initiée par Ika Rosira et propulsée par Rengus Digital, et nous sommes en constante recherche des femmes résilientes, engagées, débordantes d'ambitions et surtout authentiques dans leur manière d'être, de penser et d'agir pour s'agrandir. Nous comptons plus de 8 000 abonnés sur Facebook, plus de 3 200 membres du groupe commercial Facebook, plus de 250 membres actifs sur WhatsApp et plus de 300 membres sur Telegram. Avec plus de 57 000 vues sur le répertoire de

compétence www.femmesactivesdugabon.com et plus de 150 000 personnes atteintes par nos publications Facebook. Nous nous donnons de la visibilité et apprenons à consommer local et féminin en termes de produits et services présents sur le marché.

ENOROMI MAGAZINE **Quels sont vos projets dans les cinq années à venir pour vos entreprises ?**

Madeleine RENGUILA

Inspirer et continuer à embaucher des Africains. C'est aussi simple que ça. Ce sera ma contribution. Ma façon à moi d'apporter ma pierre à la construction de mon continent.

ENOROMI MAGAZINE **Quel serait votre réaction face à ceux qui estiment que certaines activités sont réservées aux hommes et aux non-nationaux ?**

Madeleine RENGUILA

Laissez-moi redire que je suis une femme et que je suis gabonaise et désireuse de contribuer à ma manière à l'économie de mon pays en tant que femme, et je suis consciente que le développement viable de notre pays, le Gabon voire de notre continent, ne peut être atteint que par le développement de l'industrie locale, c'est-à-dire en investissant et en favorisant l'émergence d'une classe d'entrepreneurs locaux, en soutenant la création d'entreprises locales, particulièrement féminines. J'ajouterais que je suis désolé pour ceux qui pensent que les femmes ne peuvent pas le faire. S'il faut le résumer en une phrase, je choisirai de leur dire : « Regardez-nous le faire ! » ●

*Propos recueillis par
Aude SHARYS*

enoromi magazine



www.enoromi.com

Suivez nous sur les réseaux sociaux
@Enoromi Magazine



— Enquête —



22

MILLIARDS DE FCFA DEPUIS 2019

Où va l'argent de la taxe pour les ordures ménagères ?

Son ambition qui était de garantir la salubrité des villes du pays confrontées au phénomène d'insalubrité, particulièrement à Libreville et dans plusieurs capitales provinciales. Seulement, trois ans après son entrée en vigueur, la taxe liée au ramassage des ordures ménagères semble ne pas avoir totalement atteint ses objectifs au regard de l'insalubrité qui perdure. De 2019 à 2022, selon des experts financiers, cette redevance prélevée chez chaque abonné de la SEEG a déjà permis d'engranger pas moins de 22 milliards de FCFA.

Une « contribution » à la propreté des villes

Elle avait été plutôt bien accueillie par la population, en dépit de quelques réticences liées à la cherté de la vie. La taxe d'enlèvement des ordures ménagères, ou plus exactement la « Contribution à la collecte des ordures ménagères » (CCOM) avait été présentée par les autorités gabonaises comme un des moyens les plus efficaces permettant d'en finir avec le phénomène d'insalubrité dans de nombreuses localités du pays. D'autant qu'il permettrait à l'État de bénéficier d'un financement supplémentaire pour régler le problème. Ainsi, dès janvier 2019, le Conseil des ministres avait adopté et présenté au Parlement le projet de Loi des finances instituant cette redevance nouvelle.

C'est officiellement le 1er juillet 2019 que l'entrée en application de cette contribution est intervenue. En réalité, il ne s'agissait pas d'une invention gabonaise comme certains ont pu le croire à l'époque. L'initiative gouvernementale était une stratégie adoptée dans plusieurs pays pour alléger les charges de l'État, d'autant plus que la salubrité des localités et notamment le ramassage des ordures ménagères constituent un gros budget. En France, par exemple, cette contribution est appelée « Taxe d'enlèvement des ordures ménagères » (TEOM).

À qui s'applique la CCOM ?

Par analogie, en France, la TEOM s'applique aux propriétés soumises à la taxe foncière, même dans le cas d'exonérations temporaires. Elle est donc redevable par le propriétaire des lieux, qui peut récupérer la somme en cas de location via les charges locatives. Au Gabon, la Contribution à la collecte des ordures ménagères est due par toute personne physique ou morale disposant d'un contrat d'abonnement d'électricité. En clair : tous les compteurs d'électricité y sont soumis. Le prélèvement de la taxe se fait à chaque achat de crédits EDAN ou paiement de facture dans une agence agréée de la Société d'énergie et d'eau du Gabon.

Toutefois, face aux observations faites par les parlementaires portant, entre autres sur la cherté de la vie, la Loi des finances rectificative 2020 a permis d'exempter une couche de la population : celle des moins aisés, plus durement touchés par la pandémie de coronavirus. En effet, en raison de la crise sanitaire, près d'un an après son entrée en vigueur, la taxe sur la gestion des ordures ménagères n'incombait plus aux Gabonais dits économiquement faibles (GEF). Les autorités ont donc consenti à effectuer quelques modifi-

cations à l'article 15 de la loi n°047/2018 du 30 janvier 2019 déterminant les ressources et les charges de l'État pour l'année 2019. L'article 15 nouveau exonérait dès lors « les Gabonais bénéficiant de la prise en charge des compteurs sociaux ».

D'autres cas d'exonération existent, à savoir : les sociétés bénéficiant d'une clause de stabilité fiscale, l'État, les représentants des missions diplomatiques, les achats d'énergie par la SEEG auprès d'autres producteurs et les cessions internes de l'entreprise.

22 milliards de FCFA depuis 2019 !

Le 17 février 2022, le gouvernement par l'entremise du ministère de la Défense nationale a annoncé dans un communiqué la mise à contribution de l'armée pour le ramassage des ordures ménagères à Libreville et dans les communes d'Owendo et d'Akanda. Cette « opération d'intérêt général et salutaire », tel que l'a justifiée le général de brigade aérienne Félicien KOYI, secrétaire général adjoint dudit ministère, n'a pas manqué de susciter un certain étonnement de la part de la population qui comprenait mal qu'ayant bénéficié d'une somme importante d'argent depuis l'entrée en vigueur de la redevance sur le ramassage des ordures ménagères le gouvernement en soit encore réduit à faire recours aux militaires pour nettoyer la principale ville du pays.

À en croire Willy ONTSIA, expert financier, la redevance sur les ordures ménagères a généré pas moins de 22 milliards de FCFA ces trois dernières années. Cet argent, qui sert au ramassage des ordures ménagères dans les différentes localités, au balayage des rues et au curage des caniveaux, est collecté par la Direction générale des Impôts (DGI). C'est la même administration qui est chargée d'en faire le contrôle.

Où va donc cet argent ?

Si trois ans après on se demande où va cet argent alors que plusieurs villes du pays et particulièrement sa capitale continuent de montrer une image insalubre,

dans une interview chez nos confrères du journal Échos du Nord, l'expert financier a pourtant assuré qu'« en 2022, l'État gabonais prévoit de collecter 7,2 milliards de FCFA au titre de la seule redevance sur les ordures ménagères ». Il s'agit, a-t-il précisé, de 1,5 milliard de FCFA pour les dépenses de biens et services et 5,7 milliards pour les dépenses d'investissements.

La mise à contribution des militaires pour le ramassage d'ordures, alors même que des sociétés spécialisées existent et surtout que la taxe y relative continue d'être prélevée, est vue d'un mauvais œil par les populations, et Willy ONTSIA ne manque pas d'y voir une sorte d'impunité au profit de certains gestionnaires. Et si l'expert assure qu'il n'existe aucun problème de disponibilité des fonds en la matière, il rappelle :

« Les budgets collectés et les fonds alloués au ramassage des ordures ménagères et à l'amélioration du cadre de vie sont gérés par les directions de l'administration centrale, notamment celles du ministère de l'Intérieur, du Haut-commissariat à l'environnement et au cadre de vie ainsi que par les collectivités locales qui interagissent tous avec les opérateurs économiques spécialisés de la place telles que les sociétés Averda, Clean Africa, AGLI, Sanivit, etc. Les fonds relatifs à la gestion des ordures ménagères circulent entre les donneurs d'ordres (administrateurs de crédits) et les sociétés adjudicataires des marchés publics y relatifs. Comme dans tous les secteurs, cette branche d'activité est gangrenée par la mal-gouvernance, le système de surfacturation et de rétro-commissions qui nuisent à l'efficacité de cette mission. »

Les collectivités désormais responsabilisées

Alors Premier ministre, Julien NKOGE BEKALE avait réuni le 12 mai 2020 plusieurs membres du gouvernement et les maires des communes de Libreville, Owendo et d'Akanda auxquels s'était joint le Haut-commissaire à l'Environnement et au Cadre de vie. À l'ordre du jour de cette

rencontre : la recherche de la meilleure formule permettant un ramassage régulier des ordures dans les villes. Au terme des échanges, il avait été conclu que la gestion des déchets ménagers incomberait désormais aux collectivités locales.

Cette décision inscrite dans le cadre du projet de décentralisation avait alors donné lieu à la proposition d'un arrêté du ministre de l'Intérieur réglementant la gestion des déchets et l'embellissement des villes en République gabonaise. Un an après cette annonce, si le décret fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement des organes de la décentralisation a été adopté, le projet ne s'est pas véritablement traduit en acte, mais les autorités assurent qu'elles le concrétiseront. Pour preuve, en octobre 2021, Lambert-Noël MATHA a lancé une série de visites et de rencontres dans les différents arrondissements de Libreville, d'Owendo et d'Akanda. Le ministre d'État à l'Intérieur y est allé pour annoncer l'entrée en vigueur de la loi attribuant désormais la gestion des ordures ménagères aux maires d'arrondissements.

« Il n'y aura pas de conflits possibles entre les maires d'arrondissement et les maires centraux, car la gestion des ordures ménagères et la lutte contre l'insalubrité doivent se faire à la proximité par les mairies d'arrondissement qui sont plus proches des populations », avait assuré le membre du gouvernement. Mais côté financement, les maires d'arrondissement ne devraient pas gérer eux-mêmes les fonds alloués à leurs nouvelles prérogatives. Ils ne verront donc pas l'argent issu de la Contribution à la collecte des ordures ménagères.

« L'État appuiera les municipalités dans le désintéressement des précollecteurs préalablement choisis par les maires d'arrondissement eux-mêmes, tout comme il mettra à la disposition des mairies du matériel de ramassage des ordures ménagères déjà commandé par le biais du Compte d'affectation spéciale (CAS) », avait indiqué Lambert-Noël MATHA lors d'une de ses rencontres avec les édiles. ●

DÉCONFINEZ VOTRE MARQUE



Think different

Studio de Graphisme

+241 - (0)74 - 81 - 92 - 83



Tribune

La dot dans la société gabonaise.

Dans le cérémoniel du mariage coutumier la dot est l'élément principal, une forme de compensation matrimoniale dont bénéficient les parents pour le départ de leur fille au profit du groupe familial de l'homme. Le vide ainsi causé devant être comblé, les parents de ce dernier offrent alors à ceux de la fille les moyens qui leur permettraient de prendre une épouse pour un membre de la famille.

Si, la fonction de la dot est de permettre la circulation des femmes entre groupes sociaux, elle permet aussi de légitimer les fruits de l'union entre un homme et une femme au profit de l'homme et de son lignage. Les justifications de la pratique de la dot lors du mariage se retrouvent ainsi dans toutes les sous-structures de la société d'autant plus que la dot a à la fois une dimension politique, économique, culturelle et sociale. De ce fait, la famille de la mariée ne renonce pas à leur enfant, mais aux différentes dimensions qu'elle incarne en tant que source de richesse ; économique, culturelle et sociale de leur fille, la femme étant considérée comme une richesse.

On peut donc comprendre qu'une femme dotée est un patrimoine que l'on cède. Les fruits du mariage n'appartiennent ni à elle ni à sa famille : le sang qui détermine le lignage, les investissements matériels et financiers appartiennent à un autre clan, un autre lignage. Contrairement au mariage gréco-romain, dans le contexte du mariage dit coutumier, la mariée

n'est pas seulement l'épouse de son conjoint mais celle de tout le clan, elle n'a pas le statut de belle-fille ou de belle-sœur mais celui d'épouse, elle n'hérite pas car elle est elle-même un bien, un héritage que l'on peut se transmettre dans la famille.

Dans un passé proche, les femmes étaient élevées et éduquées pour le mariage, être des épouses productives pour des unions prolifiques et prospères qui durent dans le temps et soudent les liens entre les différentes familles, clans, tribus ou peuples. Souvent, c'était dès la naissance elles étaient déjà promises à quelqu'un, nul besoin de leur consentement.

De nos jours, les femmes se marient par choix, c'est un projet de vie avec un conjoint qu'elles connaissent et qu'elles aiment et avec qui elles ont décidé de passer toute leur vie. Le mariage n'est plus une transaction dont la femme est la marchandise d'échange à ses dépens et sans son consentement. Mieux, désormais c'est elle qui impose son choix à sa famille, elle peut même si possible selon les circonstances négocier le montant de sa dot elle-même avant auprès de son fiancé.

Cependant, combien de femme savent réellement ce que dit le droit coutumier dans leur culture et celle de leur fiancé lorsqu'elles s'engagent ? La teneur des rituels, des mots prononcés, des objets échangés ? Le cérémoniel du mariage est-il devenu un folklore, un

simple jeu de rôles auxquels les différents acteurs se prêtent pour légitimer une union.

Les prétendantes au mariage s'engagent corps et âme dans une union dont elles sont incapables d'assumer les clauses du contrat une fois que le pire survient. Le nombre de veuves éplorées criant à la spoliation et à l'injustice en est la preuve. Le phénomène est de plus en plus d'actualité malgré les campagnes de sensibilisation des différentes parties prenantes. Pourtant, à y regarder de très près, on ne peut pas véritablement parler de spoliation encore moins d'injustice mais plutôt de l'éternel incompréhension entre tradition et modernité. On aime la tradition lorsqu'elle nous honore et sert nos intérêts du moment mais elle devient très vite l'ennemi à abattre lorsqu'elle nous brule par sa justice ancestrale. ●

Svetlana Adah Mendome

Citoyenne.

**Il n'y a pas de petits gestes lorsque
nous sommes des milliers à le faire**

#j'emengage

Mon pouvoir, c'est ma décision

Dossier

PRIX DU PAIN

L'impact de la crise mondiale.

Partie d'une inflation au niveau mondial après la hausse vertigineuse des prix du blé, l'augmentation du prix de la baguette de pain a fini par atteindre le Gabon en début-février 2022. En dépit des discussions initiées par le gouvernement avec les boulangers et les principaux fournisseurs de farine de blé, la baguette traditionnelle n'est désormais plus accessible qu'en boulangerie, remplacée chez les épiciers par une demi-baguette qui implique une certaine hausse en plus du changement des habitudes de consommation que ce choix impose. Comment en est-on arrivé là ?



UNE CRISE MONDIALE

Si le Conseil international des céréales avait prévu que la production mondiale de blé tendre pour la campagne 2021 s'élèverait à 777 millions de tonnes, ce qui constituerait un niveau record, l'organisation avait également prédit que la consommation totale sur la même période devait atteindre 782 millions de tonnes. Environ un quart de cette quantité serait exporté.

Seulement, en 2021, la tonne de blé tendre avait enregistré un record qui n'avait plus été atteint au cours des 10 dernières années. Celle-ci avait dépassé, dès le mois de novembre, le prix de 300 euros sur Euronext. En cause, plusieurs facteurs, d'abord ceux liés à la réduction des récoltes par des sécheresses à certains endroits et des inondations dans d'autres pays producteurs tels que la France. Ensuite, la forte demande en Chine et au Moyen-Orient ont exacerbé cette flambée. Le coût de l'énergie a également été un facteur non négligeable de cette inflation.

« Le marché mondial est assez tendu. La hausse de la demande, en provenance notamment de Chine, qui devient un importateur récurrent, est forte. Et la production a été un peu revue en baisse », avait en effet résumé au Figaro l'économiste spécialiste des matières premières Philippe CHALMIN. ●

L'IMPACT AU NIVEAU NATIONAL

C'était inévitable. La flambée des cours du blé sur le marché international a eu impact au niveau national. Dès ce mois de février 2022, la Société meunière et avicole du Gabon (SMAG), filiale de la Société d'organisation de management et de développement des industries

alimentaires et agricoles (SOMDIAA), et d'autres fournisseurs ont décidé d'augmenter le prix du sac de farine de 50 kilogrammes. Celui-ci, confirme RFI, qui s'est rapproché des boulangers gabonais, est passé de 16 200 à 19 000 francs CFA, soit une hausse de 3 000 francs CFA difficilement supportable pour les fabricants de baguettes.

Conséquence logique : le prix de gros dans les boulangeries a lui aussi connu une hausse. Ainsi, la baguette de pain est passée de 115 à 125 francs CFA. Mieux, les boulangers ont estimé ne plus pouvoir assumer la charge du transport ; ce qui a conduit à l'arrêt de la distribution dans plusieurs localités du pays et certains quartiers de la capitale. Résultats des courses, les détaillants parvenant à se faire livrer du pain ont opté pour une hausse de 25 francs CFA de la baguette qui est alors passée par endroit à 150 francs CFA.

« Du fait de l'augmentation du sac de farine et dans le souci de ne pas faire faillite et fermer nos boulangeries, nous avons trouvé utile de réduire nos dépenses sur le transport et la logistique », explique Jabber NGUEMBIT, le président du syndicat des boulangers du Gabon. ●

UNE PRÉOCCUPATION GOUVERNEMENTALE

Au gouvernement, cette situation est jugée plutôt préoccupante, du fait qu'elle touche directement le bien-être des populations déjà confrontées à la double crise économique et sanitaire liée à la pandémie de coronavirus. Or, les autorités tiennent à garantir coûte que coûte le pouvoir d'achat de leurs compatriotes.

« La protection du pouvoir d'achat des Gabonais est une priorité pour le président de la République SE Ali BONGO ONDIMBA et pour mon gouvernement.



Malgré la flambée des cours du blé, le prix de la baguette de pain n'augmentera pas pour nos compatriotes. Il est fixé à 125 FCFA. C'est le résultat du dialogue mené avec les parties prenantes, en particulier le secteur privé », s'est exprimée Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA dans un post sur sa page Facebook à la suite de son entretien, le 8 février 2022, avec Alexandre VILGRAIN, PDG de SOMDIAA.

Le ministère de l'Économie et de la Relance a ainsi entrepris des négociations avec tous les acteurs de la filière (meuniers, boulangers, revendeurs), le 5 février à Libreville. Objectif : maintenir à 125 francs CFA le prix du pain sur toute l'étendue du territoire national, en dépit du contexte mondial.

« Le gouvernement rappelle que le prix de la baguette de pain est de 125 francs CFA à l'unité dans les boulangeries. Il rappelle également aux opérateurs la nécessité de maintenir ce prix et toute spéculation sur ce produit sera réprimée et sanctionnée selon les dispositions prévues par la loi », précise le communiqué ayant sanctionné la rencontre entre le gouvernement et les acteurs de la filière meunière. ●

L'OPTION DE LA DEMI-BAGUETTE RETENUE

Après des jours de négociations, le gouvernement, les boulangers et les détaillants ne sont pas parvenus à s'entendre sur le maintien au prix initial de la baguette ou une légère augmentation chez les épiciers, c'est l'option d'une demi-baguette qui a finalement été adoptée par les trois parties assistées par les organisations censées représenter les consommateurs. Ainsi, depuis la mi-février 2022, les consommateurs ont dû changer leurs habitudes.

« Il y a un nouveau pain qui a été introduit dans le commerce avec une nouvelle dimension, et qui est au prix de 75 francs. Ça doit être entendu de tous », a déclaré, le 15 février 2022, le ministre du Commerce Hugues MBANDIGA MADIYA au terme d'une nouvelle séance de travail avec les acteurs du secteur. Le membre du gouvernement n'avait d'ailleurs pas manqué de réitérer les menaces de répression proférées quelques jours plus tôt contre les

commerçants qui profiteraient de la situation pour « faire de la spéculation et mettre à mal le pouvoir d'achat des populations ».

Alors que le prix du sac de farine de blé de 50 kilogrammes a lui aussi connu officiellement une hausse, passant de 16 200 à 19 000 FCFA, à peine nommé, Yves Fernand MANFOUMBI a tenu à échanger lui aussi avec les principaux acteurs de la filière meunière. Au cours de cette rencontre, le ministre du Commerce n'a pas manqué d'exprimer ses inquiétudes par rapport au commerce de la farine de blé au Gabon. Face à la crise, le membre du gouvernement a rappelé aux importateurs et aux producteurs la nécessité de sécuriser l'approvisionnement régulier de cette matière première afin de garantir aux populations l'accès ininterrompu au pain, aliment de base de nombreux ménages. Il faut dire que la crise en Ukraine n'est pas étrangère à l'initiative du ministre qui veut éviter que celle-ci impacte la filière d'approvisionnement. ●



CAISSE NATIONALE
DE SECURITE SOCIALE

RETROUVEZ-NOUS EN LIGNE



SUR NOS
PLATEFORMES

 www.cnss.ga

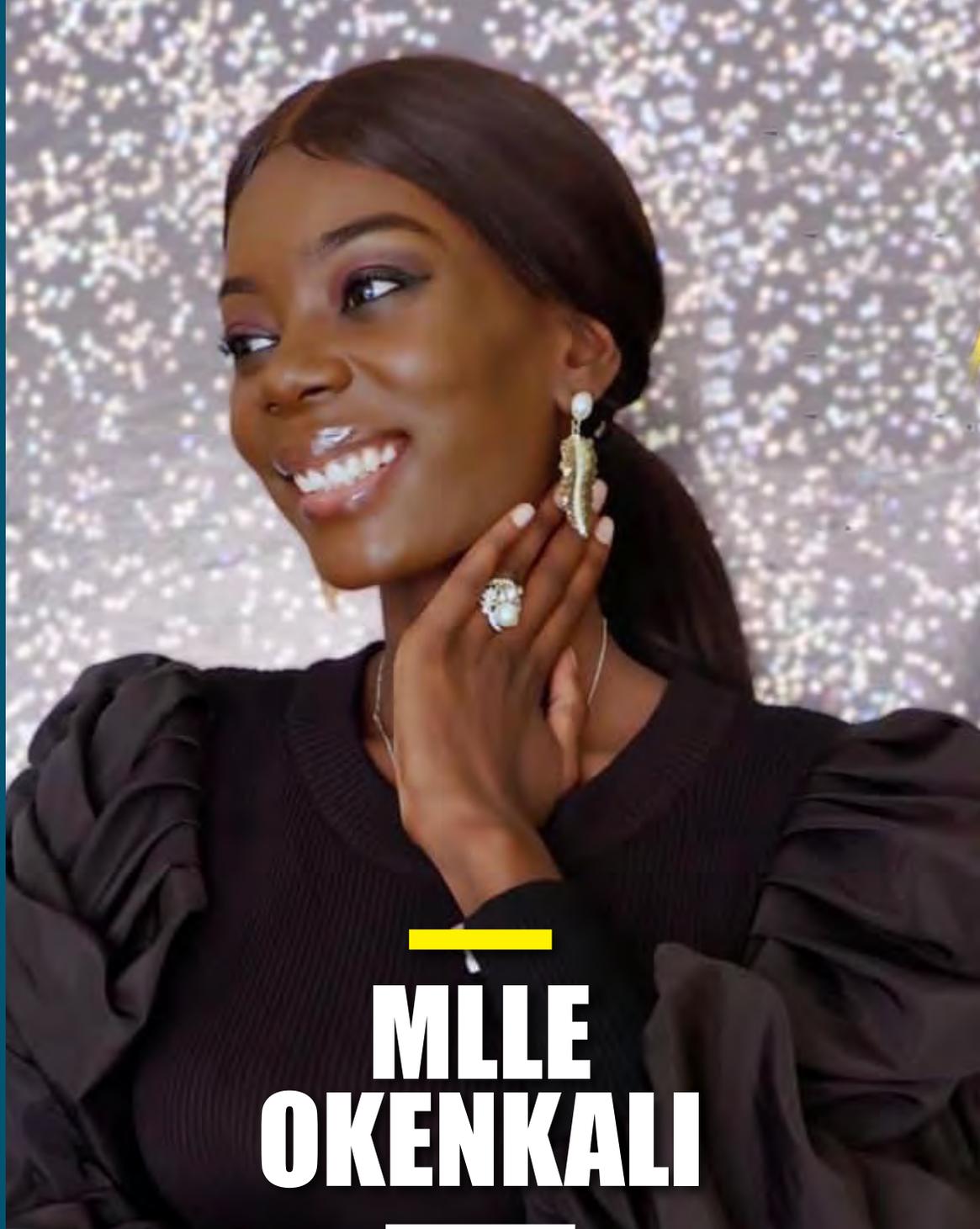
 [caisse nationale de securité sociale gabon](https://www.linkedin.com/company/caisse-nationale-de-securite-sociale-gabon)

 [cnss_gabon](https://twitter.com/cnss_gabon)

 [caissenationaledesecuritesocialegabon-officiel](https://www.facebook.com/caissenationaledesecuritesocialegabon-officiel)

VISION TRRIP

Mais ... ENCORE!



— MLLE OKENKALI —

Victime de son choix, elle partage son expérience par écrit.

L'écriture est le moyen par lequel plusieurs personnes ont décidé de raconter leur quotidien, leur vécu, leur connaissance et partager leurs expériences. Âgée de 26 ans, Christy Yoella OKENKALI VOUA est de celles-là. Plus connue sur Facebook sous son sobriquet, Mlle OKENKALI, qui revendique plus de 20 000 abonnés, est l'auteure d'un roman intitulé « Victime de mon choix » dans lequel elle partage une de ses expériences. Titulaire d'une Licence en Marketing, Management et Communication, la jeune écrivaine elle œuvre également dans le social notamment à travers des œuvres caritatives et humanitaires. Elle s'est livrée à nos lecteurs.

ENOROMI MAGAZINE

Vous êtes très suivie sur les réseaux sociaux et vous défendez des causes sociales quotidiennement. Pensez-vous exercer une influence positive sur vos abonnés ?

Mlle OKENKALI

Ayant une page axée sur le social, je dirais que j'aime aider les gens dans le besoin. Pour cause, je relaie des appels d'aides, des cagnottes pour soutenir des personnes que je ne connais pas et d'autres actions. Par ailleurs, je partage souvent mon ressenti par rapport à des faits de société, des faits marquants. J'accompagne également des élèves de Terminale pour les préparer à leur examen. J'ai plusieurs casquettes qui prendront toutes les pages, celles à visage découvert et celles que je cache.

Comme il est toujours important d'avoir un regard extérieur sur soi, j'ai déjà questionné certains internautes de la page et voici l'une des réponses : « Bien que parfois tu perdes l'objectif, ce que tu fais impacte beaucoup. » Il y a donc quand même des retours positifs de la part de ma cible. Pour répondre clairement, l'impact positif, oui, je crois que je l'ai, au vu des retours que je reçois très souvent.

ENOROMI MAGAZINE

« Victime de mon Choix », votre premier roman a été publié cette année et présenté officiellement au public à Libreville. De quoi s'agit-il ? Qu'est-ce que cette œuvre raconte ?

Mlle OKENKALI

Je ne souhaiterais pas Spoiler [dévoiler, briser le suspense, NDLR] de mon livre, mais je dirais que le roman parle de moi. J'ai essayé en quelques pages de décrire des situations vécues, et j'ose espérer que ce livre atteindra les objectifs escomptés. Le livre contient 128 pages, 6 chapitres et plus de 1000 mots. Il relate l'histoire d'une fille naïve qui a voulu se confronter à la douleur que peut causer l'amour, en jouant avec deux hommes. Les thèmes tels que la dépendance affective et les MST y sont également abordés.

Parler de ses choix, c'est aussi déconseiller les lecteurs de suivre les mêmes chemins que nous. Et ce roman est la parfaite illustration d'un choix à faire, des décisions à assumer sur le long terme. Mais pour tout savoir, commandez le vôtre, il est en vente pour la somme de 10 000 FCFA seulement. (Rire)

ENOROMI MAGAZINE

L'histoire que vous racontez dans votre

ouvrage est-elle tirée de faits réels ou est-ce une fiction ?

Mlle OKENKALI

Effectivement ! Le roman est autobiographique. Il s'agit d'une histoire vraie, vécue par moi. Le premier jeune homme, c'est vrai. Mais le deuxième, j'avoue que c'est mon homme de nuit de Ayandja qui m'a visité pour me couvrir d'une inspiration (rire). Disons que c'est un mix entre fiction et réalité.

ENOROMI MAGAZINE

Ce livre est-il le premier d'une longue lignée ou comptez-vous déjà vous arrêter ?

Mlle OKENKALI

Je ne peux venir aussi facilement et partir aussi brusquement. Je vais écrire et écrire jusqu'à ce qu'une maison d'édition me contacte. Comptez sur moi, c'est l'annonce de plusieurs belles surprises.

ENOROMI MAGAZINE

Vous définissez-vous comme une influenceuse à travers vos écrits sur les réseaux sociaux ?

Mlle OKENKALI

Ma définition d'un influenceur n'a jamais été portée sur celle du dictionnaire. Un influenceur est une personne déjà très suivie et qui par le contenu qu'il diffuse sur ses plateformes parvient à créer une communauté. Et, quelqu'un qui arrive à mobiliser les gens sur un réseau social est un influenceur déjà. Un influenceur ce n'est pas forcément celui qui partage les contenus du salut, de bonté, de coaching, de valeur, celui qui a une belle vie, non !

Il peut avoir des influenceurs pornographiques, des influenceurs qui redonnent le goût à la vie, qui font rire et qui aident, etc. Peu importe ce que tu fais sur les réseaux, si tu as une cible qui s'intéresse à toi et qui se retrouve dans ce que tu fais, c'est alors que tu influences. L'arbre généalogique d'un influenceur pour moi, c'est : plateforme + concept + abonnés. Rappelons que l'influence est différente de la frustration.

Ainsi, influenceuse, oui, je le suis, même si beaucoup ne veulent pas l'admettre. Une partie d'eux reconnaît que cette dame que je suis fait des choses extraordinaires qui motivent et qui interpellent.

ENOROMI MAGAZINE

Vous êtes de retour au Gabon après de longues années passées à l'étranger. Qu'est-ce qui vous occupe ici et quels sont vos projets dans votre pays ?

Mlle OKENKALI

Je suis actuellement consultante au sein d'une organisation. Je trouve aussi beaucoup de plaisir à aider les autres. Donc je mène d'abord ce combat. Le reste on préserve. Les projets sont écrits, on attend pour les pratiquer. Parmi tous les projets en gestation, celui que je tiens à réaliser dans l'immédiat est d'accompagner les élèves en classe d'examens dans le programme de boost.

ENOROMI MAGAZINE

Quelles sont les valeurs que vous ne pourriez jamais troquer pour de l'argent ?

Mlle OKENKALI

En réalité, il en existe une seule : l'amour. Oui, je suis quelqu'un de très affectif. Je ne pense pas sacrifier ce beau sentiment pour lequel Jésus est mort pour 10 000 FCFA ou plus. Ma famille, mes amis, mes lecteurs... tous sont précieux pour moi.

Mon talent, pour qu'il soit connu de moi, j'ai dû consentir à beaucoup de sacrifices, y compris spirituels avec des périodes de jeûne et prières. Le but était que Dieu me montre ce à quoi je suis destinée. Si quelqu'un venait à me présenter une fortune pour que j'excelle dans ce domaine ou pour que j'aie des opportunités illégales, je ne pense pas que j'accepterais. Ma dignité avant tout ! Même si j'avoue l'avoir fait une fois par le passé.

ENOROMI MAGAZINE

Que souhaiteriez-vous dire comme phrase de fin à toutes ces personnes qui pensent qu'il ne peut plus rien sortir de bon de la jeunesse actuelle ?

Mlle OKENKALI

Merci à vous et à ma famille. Et à toi qui me lis, sache que le chemin est long et semé d'embûches. Lorsque tu l'emprunteras, n'aie pas d'attente particulière. Forge ton caractère; fais-toi petit, sois humble avec ceux qui le méritent, mais ne sois pas vulnérable. Armé d'audace et de courage, poursuis ton rêve en ayant un mentor à tes côtés et le magnifique manager qui est Dieu. Ne présente pas tes projets à un homme sans être passé par ton manager. Crois en toi, crois en toi. Ne néglige pas le talent qui est en toi ; perce-le et fais-le désormais vivre. Tu peux ! ●

Propos recueillis par
Aude SHARYS

► DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

FEMMES : COMMENT SE LIBÉRER DE CES ÉTIQUETTES QUI PÈSENT SUR NOUS ?

Les étiquettes, ces mots qui nous caractérisent, qui nous collent à la peau, pour certains depuis leur tendre enfance, au point de devenir des « vérités » qui nous définissent. Conséquence : beaucoup les transportent comme un boulet qui les empêche de s'épanouir, de devenir la meilleure version d'eux-mêmes. Stop ! Il est temps de mettre en sourdine ces mots qui nous entravent pour devenir la femme qui se cache au fond de nous et qui attend qu'on la libère pour qu'elle puisse s'exprimer et faire ces choses qu'elle n'ose pas faire.

L'étiquette est un mot donné par les autres (parents, professeurs, amies, famille, etc.) pour nous qualifier ou un mot que l'on s'attribue soi-même à la suite d'une mauvaise expérience. « Tu es nulle », « tu n'es pas faite pour les études », « tu es un souci pour moi », « tu es plutôt littéraire que matheuse », « déjà bébé, tu étais difficile, tu pleurais tout le temps », « tu es timide, introverti », « tu ne sais pas parler en public » ...

La liste est longue de tous ces mots que l'on s'est vu attribuer par les autres et qui nous ont classés dans une certaine catégorie. Longtemps répétés par ces adultes, on les a acquises comme vraies. Notre société est ainsi, elle classe dans de petites cases chacun des individus et reste ainsi immuable.

« Cela ne sert à rien que j'étudie, l'école n'est pas faite pour moi », « je ne vais pas réviser en maths, cela ne sert à rien, je ne suis pas matheuse, je n'y arriverais jamais », « je ne peux pas parler en public, je suis timide ». Ces mots vont ainsi s'incruster dans nos pensées, dans notre façon d'agir et de nous comporter. Ils nous empoisonnent et nous empêchent de réaliser certaines choses et d'exprimer notre plein potentiel.

COMMENT LES ÉTIQUETTES NOUS EMPÊCHENT D'EXPRIMER NOTRE PLEIN POTENTIEL.

Le problème est que lorsque l'on se raconte une histoire depuis longtemps, on finit par y croire. D'ailleurs, notre corps agira, bougera en fonction de cette étiquette, car nous sommes cohérents face à la façon dont nous nous définissons. Par exemple, lorsque l'on croise une personne qui a vraiment très peu confiance cela se voit physiologiquement : elle ne regarde pas dans les yeux, elle regarde vers le sol, marche de façon courbée.



Ces croyances affectent notre potentiel et ferment la porte à tout ce que nous serions capables de faire.

Par exemple, je me qualifie comme quelqu'un de timide, je ne me lancerais jamais dans une activité qui me pousse à m'exprimer comme le théâtre (sauf lorsque je décide de faire changer les choses) alors que j'ai au fond de moi le désir d'en faire et de me produire devant les gens. Je peux avoir entendu depuis toute petite que je suis nulle et que je

n'arriverai jamais à rien, de ce fait, je n'envisage pas de faire des études alors que mon rêve d'enfant est d'être médecin.

COMMENT SE LIBÉRER DE CES ÉTIQUETTES ?

Pour pouvoir se libérer, il faut d'abord s'en rendre compte, en prendre conscience. Pour cela, commence par réfléchir à tous ces mots négatifs entendus depuis l'enfance. Par exemple, ce que tes parents te disaient. Comment parlaient-ils de toi ? Comment te définissaient-ils ? Si tu avais des frères et sœurs, que disaient-ils de toi (la râleuse, la rêveuse) ? Idem pour tes professeurs, avaient-ils des mots négatifs envers toi ? Toi-même, as-tu un regard positif envers toi ? T'empêches-tu de réaliser ou faire certaines choses parce que tu ne t'en crois pas capable ou parce que tu penses qu'elles ne sont pas faites pour toi ?

Ensuite, pense à la personne que tu aimerais être. Ferme les yeux et visualise-toi de la manière dont tu agirais, ce que tu ferais si tu n'avais pas de craintes ni d'a priori. Que ferais-tu ? Comment marcherais-tu ? Comment parlerais-tu ? Après avoir écrit, pensé et visualisé tout cela, il est temps de passer à l'action. Tu

veux faire quelque chose qui te plaît, mais tu n'oses pas, car tu penses à ton étiquette négative ? Il faut se dissocier de tes pensées négatives. On peut refuser une pensée

en la remplaçant par une autre. Force-toi à penser le contraire et visualise-toi de ta manière « idéale ». Tu as peu confiance en toi ? Agis comme la personne que tu voudrais être. Au début cela te mettra mal à l'aise, puis à force, tu y croiras et tu aimeras cela.

TOURNER LE DOS AU PASSÉ

Tu as un mal-être, car tu ne vis pas de la façon dont tu souhaiterais, tu t'empêches certaines choses, tu as renoncé à certains rêves et cela te ronge ? Prends la décision de changer les choses, passe à l'action, cherche des solutions pour ne pas continuer à vivre comme cela. C'est en posant des actions

que l'on atteint un certain niveau de certitude. Pour cela, il faut agir avec foi, avec enthousiasme et souhaiter au plus profond de soi évoluer et surtout avoir la conviction que tu y arriveras. Le passé est le passé, tu as reçu des messages négatifs qui ont changé ta façon d'être, mais tu es libre de ne plus en tenir compte dès lors que tu aspiras à mieux pour toi-même. Rien n'est définitif : un ancien timide peut devenir une personne sûre d'elle, confiante et ne craignant pas de parler aux autres. Une personne ayant échoué à l'école peut reprendre son cursus, faire des formations, passer des diplômes et réussir. Rien n'est immuable !

Avec la volonté, en changeant sa façon de penser tout est possible. Cela prendra un peu de temps, on ne se transforme pas en un claquement de doigts, mais, en y travaillant, en faisant chaque jour des actions tu parviendras petit à petit à modifier tes étiquettes pour choisir celles que tu as voulues. ●

▶ SPORT REPRISE DES ACTIVITÉS SPORTIVES COLLECTIVES : LES ENJEUX.

La levée de la totalité des mesures gouvernementales contre la propagation de la pandémie de coronavirus signifie que les activités sportives en groupe vont reprendre sur toute l'étendue du territoire national. Une bonne nouvelle pour les amateurs et professionnels du domaine qui, privés pendant deux ans, attendent néanmoins qu'une véritable réflexion soit menée aussi bien sur les conditions physiques actuelles des sportifs que sur la place des jeunes et les carrières des uns et des autres.

L'IMPÉRIEUSE NÉCESSITÉ DE REPRENDRE

Après plus de 750 jours sans la possibilité de pratiquer leurs activités et donc de percevoir leurs salaires, pour les footballeurs de première et deuxième division par exemple qui sont "professionnels", il paraissait nécessaire pour le monde du sport et tout son environnement de reprendre le chemin des stades dans les plus brefs délais. Pour le compte du football, ce sont environ 1 300 personnes (salariés et bénévoles) qui ont été négativement impactées par la décision du gouvernement d'interdire dès mars 2020 la pratique de sport en groupe. Le nombre de personnes affectées par cet arrêt concerne aussi bien les footballeurs (plus de 700 joueurs recensés en D1 et en D2), les différents clubs, les officiels de matchs, les administratifs et les bénévoles qui travaillent au quotidien au sein des clubs de l'élite.

Bien que les chiffres ne soient pas aussi élevés dans le basket-ball et le handball, deux des disciplines sportives les plus pratiquées au Gabon après le football, on a tiré également la sonnette d'alarme et on se satisfait de cette décision. Deux ans en matière de sport représentent beaucoup dans le développement technique et psychomoteur, car cela représente un gros manque dans le processus de formation des futurs athlètes d'élite. Des jeunes qui en 2020 au moment où les compétitions se jouaient étaient en catégorie cadette (moins de 15 ans) n'ont malheureusement pas eu la chance de participer aux compétitions du niveau suivant (moins de 17 ans) et vont directement découvrir le niveau senior sans préparations aucunes et surtout sans avoir eu le temps de fourbir leurs armes.

LA REPRISE ET LES RISQUES DE BLESSURES

En attaquant la reprise des championnats et des compétitions, les préparateurs physiques et les coaches ne cachent pas leurs inquiétudes sur les risques de blessures pour des sportifs restés longtemps inactifs. La principale raison étant la cadence de la reprise qui sera trop lourde afin de coller aux exigences des calendriers internationaux et des compétitions sous-régionales,

régionales, continentales et mondiales avec des rencontres chaque week-end dans un intervalle de moins de quatre mois. Ces craintes peuvent être malheureusement confirmées pour des cas de blessures graves en fonction des disciplines, tels que des ruptures des ligaments croisés, tendon d'Achille et des lésions musculaires.

Il est bien clair que 24 mois sans activité et sans compétition, on devrait s'attendre effectivement à ce qu'il y ait des problèmes physiques. Malheureusement. Et puis, une donnée importante est de pouvoir réapprendre à améliorer son alimentation et ses habitudes de consommation. Durant cette période d'arrêt forcé, l'hygiène de vie de nombreux sportifs a été altérée, et pouvoir retrouver son poids de forme et ses aptitudes physiques nécessite un travail acharné, qui s'il n'est pas maîtrisé, peut occasionner des blessures.

La longue période d'arrêt couplée à une reprise brusque des activités et l'enchaînement des matchs pendant une période réduite sont autant d'éléments réunis pour constituer un cocktail explosif pour la santé des sportifs. Si on y prend garde, il y aura de la casse. Calendrier chargé, reprise après une longue période sans compétition, maladie, etc., les raisons des potentielles blessures sont multiples.

RELANCER POUR RAYONNER

Le mercredi 9 mars 2022 a marqué une nouvelle étape décisive dans la stratégie de riposte et de lutte contre le Covid-19, tant l'annonce de l'annulation des mesures restrictives de liberté était attendue dans l'ensemble du pays. Après plusieurs mois de fermeture, de nombreux lieux recevant du public (commerces, lieux culturels, terrasses des bars et des restaurants) vont pouvoir connaître une réouverture sans condition. La reprise des activités physiques et sportives et surtout des compétitions va être graduée selon différents calendriers, et selon les disciplines, les publics et les lieux de pratique.

Cette reprise était attendue par les pratiquants et les spectateurs, mais aussi par l'ensemble des acteurs du sport gabonais, particulièrement affectés par

la pandémie de Covid-19 depuis plus de deux ans, et qui ont su faire preuve d'une résilience exceptionnelle pour traverser cette période inédite. L'ensemble des acteurs du sport, amateur et professionnel, ligues nationales et provinciales, mais aussi le secteur du loisir et les activités économiques associées ressort néanmoins fragilisé de ces longs mois marqués par la suspension totale ou partielle des activités et événements sportifs.

Si le gouvernement a logiquement placé la santé des Gabonaises et des Gabonais en priorité absolue ces deux dernières années, le sport en a beaucoup pâti, alors que pour beaucoup, la crise a confirmé à quel point la pratique d'une activité physique et sportive était essentielle pour la santé physique et mentale de nos compatriotes. Tous les sportifs pratiquants, et même les amateurs, ont rappelé que le sport est une solution face à la crise que nous traversons et doit être au cœur de la relance de notre pays.

Pour la plupart des fédérations sportives, les compétitions internationales ont repris depuis belle lurette, mais cette interdiction empêchait les nôtres de participer à ces joutes. À l'exception du Football et du Basket-Ball qui ont pu participer aux éliminatoires de la CAN 2021 et du mondial 2022 chez les Hommes et éliminatoires CAN 2022 chez les Dames, ainsi qu'aux Afrobasket Hommes et Dames U16. Côté clubs, seuls Bouenguidi Sports a participé aux qualifications à la phase de poule de la ligue des champions africaine (en 2020 et en 2021) et Mangasport à la Coupe de la Confédération (2021).

Cette période a renforcé et consacré les sportifs évoluant à l'étranger au détriment des sportifs locaux. Un autre enjeu des plus importants, serait de permettre à ceux qui évoluent au pays de se relancer et aider le pays à amorcer son rayonnement à travers le sport, tant souhaité par le président de la République Ali BONGO ONDIMBA, qui a toujours envisagé de faire du Gabon une destination sportive de choix. ●

Mikel DOUSSENGUI



► CULTURE

MAX SAMUEL OBOUMADJOGO

Une lueur d'espoir pour les acteurs culturels.

Le 8 mars 2022, par décret du président de la République, Ali BONGO ONDIMBA, le gouvernement a connu un nouveau remaniement à la faveur duquel plusieurs personnes ont fait leur entrée parmi elles, Max Samuel OBOUMADJOGO. Plus connu sous son pseudonyme Massassi, le rappeur a été nommé ministre délégué auprès du ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Transfert de technologies, de la Culture et des Arts. Une nomination qui ne manque pas de susciter des attentes de la part des acteurs culturels.

Le nouveau ministre délégué, qui aura en charge le volet Culture et Arts du gouvernement, Max Samuel OBOUMADJOGO est très attendu par les milieux de la culture. La grande famille des artistes et des acteurs culturels s'est grandement réjouie du choix porté sur l'ancien leader du groupe «mythique» de rap, Ha'yoé, pour conduire la politique culturelle de l'État. De nombreux chantiers l'attendent.

C'est lors de la passation de charges le 10 mars qu'il a été permis à Massassi, de son nom d'artiste rappeur, de se rendre compte de l'espoir qu'il incarne pour les artistes. En effet, pour marquer l'occasion, des membres éminents de la musique et de l'évènementiel ont fait le déplacement pour lui témoigner leur soutien et lui rappeler les défis majeurs qui l'attendent. Régis MASSIMBA, Angèle ASSELE, Arnold DJOUD, Ndjassi Ndjass, Yves Saint OYONO lui ont notamment rappelé que le bien-être des artistes gabonais dépend désormais de sa réussite.

En réponse, Max Samuel OBOUMADJOGO n'a pas manqué d'exprimer à ses « frères » sa volonté de bien faire, non sans avouer que leurs différentes attentes à son endroit constituent pour lui « une pression supplémentaire ». Une pression qui tient de ce que depuis des années, la loi sur le Statut de l'artiste en République gabonaise n'est toujours pas promulguée du fait de son vote en des termes non identiques par les deux chambres du Parlement. L'autre chantier auquel les artistes souhaitent voir le nouveau membre du gouvernement s'atteler est lié à la redynamisation du Bureau gabonais des droits d'auteurs (BUGADA). « Je n'ai pas le droit à l'échec. On attend de moi des miracles. Je vais essayer de faire ce que je peux » s'est-il engagé.

Conseiller du président de la République, le nouveau ministre délégué, qui a aussi été chargé de la communication et des affaires sociales auprès de l'ex-Coordonnateur général des affaires présidentielles, est pour beaucoup l'homme idéal pour permettre au secteur culturel de connaître des changements majeurs pour l'avenir. ●

Hailée M.D.



Paris

Owendo

Port-Gentil



CONSEIL GABONAIS DES CHARGEURS

Au Service des Importateurs et Exportateurs

L'Assistance aux Chargeurs | L'Encadrement du Trafic de Fret Multimodal | La Gestion des Droits de Trafic de Fret National et International multimodal | La Traçabilité des Cargaisons | La Mise en place et la Gestion de l'Observatoire National de Transport de Fret.



CONTACTS

DIRECTION GÉNÉRALE
Owendo en face de la gare SETRAG
BP : 1163 Libreville - Gabon
Tél : (+241) 011.70.75.85 / 011.70.75.86
(+241) 066.14.86.19
E-mail: infos-assistance@cgcgabon.com

REPRÉSENTATION OGOOUÉ MARITIME ET SUD GABON
Port-Gentil à l'ancien Port-Môle
BP : 360 - Tél : (+241) 011.55.25.86
Fax : (+241) 011.56.01.17

REPRÉSENTATION EUROPE ET AMÉRIQUES
Paris
Avenue Franklin-Roosevelt
BP : 75 008 Paris
Tél : (+33) 1 56 59 91 52
Fax : (+33) 1 49 53 09 31

► DÉCOUVERTE

Pongara Lodge

Un bout de paradis
à découvrir.



Sis au cœur du parc national de Pongara, à quelque 45 minutes de Libreville par navette à partir de Michèle Marine, le Complexe hôtelier Pongara Lodge est en tous points un havre de paix pour ceux qui s'y rendent. Doté de 11 chambres somptueuses en bungalows et d'une forêt côtière unique, cet arrangement naturel, comme il y en a peu dans le monde, a la particularité d'accueillir l'un des plus grands flux de tortues luths en période de nidification.

Un joyau architectural

Considéré par beaucoup comme un cadre paradisiaque, Pongara Lodge doit sa réputation à sa configuration architecturale qui offre un avant-goût de l'univers idyllique. Loin des standards hôteliers, cette structure fait la part belle aux bois locaux qui recouvrent une bonne partie de ses bâtiments avec un vernissage inouïe.

Cerise sur le gâteau, Pongara Lodge offre à sa clientèle une expérience unique avec ses 11 chambres réparties dans des bungalows. Et ce, à quelques encablures de la savane, la forêt et même la plage. Résultat d'importantes rénovations apportées, lesdites chambres ont une capacité d'accueil conséquente comprise entre 1 et 7 personnes.

Un arrangement naturel de classe mondiale

Au nombre de l'ensemble de circuits touristiques que compte notre pays, le Complexe hôtelier Pongara Lodge est sans doute l'attraction naturelle la plus attrayante. Et pour cause, sa forêt côtière reluisante et la diversité animale, mammifères et oiseaux, qu'elle regorge, plongent d'emblée les visiteurs dans une ambiance de reconnexion avec l'univers primitif.

D'ailleurs, les excursions dans la faune et la flore offrent un spectacle mémorable. Et ce, qu'on soit en famille ou en équipe professionnelle. Les guides spécialement mis à disposition s'appuient sur une expertise avérée dans l'encadrement touristique. Toute chose qui concourt à procurer à la clientèle un cadre propice et sécurisé. Rien de

mieux pour une détente bien méritée après un long safari.

Du divertissement garanti

Si ce complexe hôtelier brille davantage pour sa stature et son caractère touristique, il n'en demeure pas moins que l'agréable de joint à l'utile via différentes formules de divertissements à la portée de toutes les bourses. Du safari 4x4 aux Beach Bikes en passant par les randonnées pédestres, les journées sont toutes enjolivées.

Il est également possible pour la clientèle de vivre l'arrivée en masse de tortues luths en période de nidification. Grandes et uniques, ces créatures attirent un grand monde sur le littoral. Puisque durant la période allant du mois de novembre à mars, Pongara Lodge est le centre de grandes congrégations de tortues luths en phase de reproduction.

Un savoir-faire reconnu à l'international

Selon le très sérieux site web américain TripAdvisor, qui offre des avis et des conseils touristiques émanant de consommateurs sur des hôtels, restaurants et espaces touristiques dans le monde, Ponga Lodge est le complexe hôtelier numéro 1 sur 18 hébergements spéciaux à Libreville.

Une place de choix qui serait liée à son emplacement stratégique au cœur du parc national éponyme, sa propreté, la qualité de service dont le célèbre Bar/Lounge et, bien sûr, le rapport qualité/prix. Qui lui vaut la note de 4,5 sur 5. ●

Lyonnaise MBENG

ZOOM SUR ...



L'image est devenue la pièce maîtresse du monde de la consommation aujourd'hui. Packaging, projet musical, publicité de produit, tout est une affaire de création visuelle. Avoir du contenu filmographique est devenu non plus un plaisir personnel, mais une nécessité si l'on souhaite se démarquer de la concurrence et toucher un marché plus large. Et c'est là qu'intervient la touche du réalisateur. Henryl Bernel NGOUMBA MOUNDOUNGA est sans conteste un des meilleurs de sa génération dans le domaine. Créateur de contenu audiovisuel, entrepreneur, manager de la webtélé Gabon Diaspora Sénégal TV, initiateur du projet «Ateliers Audiovisuel 100% Pratique», parallèlement C.E.O de la startup BRNLGROUP. Notre compatriote vit actuellement à Dakar, au Sénégal, pays depuis lequel ce jeune homme talentueux collabore avec de grosses pointures dans le monde musical et sportif.

ENOROMI MAGAZINE

Vous êtes aujourd'hui, selon nous, un des meilleurs réalisateurs de l'Afrique subsaharienne quand bien même on vous découvre d'autres talents, notamment en tant qu'entrepreneur. Qu'est-ce qui vous a mené derrière la caméra ?

Henryl Bernel NGOUMBA

Très jeune, mon grand frère, Hugues, passait son temps à nous filmer avec sa caméra toute la semaine. Puis, le week-end nous passions du temps à regarder nos films. Par ailleurs, après une conférence sur l'entrepreneuriat à l'UOB [Université Omar Bongo] pendant que j'étais étudiant en

Entreprenariat-Gestion de Projet à AFRAM, j'avais écouté le témoignage d'un grand frère bien connu, Monsieur Didier Edmond NDOUTOUMOU MEDZO, communément appelé Dafreshman. Il avait exprimé quelque chose de différent au sujet de l'entrepreneuriat, notamment celui lié aux métiers du secteur médiatique. Son parcours, et surtout la manière dont il avait osé pour voir son rêve se réaliser m'a fasciné.

Nous connaissons tous Urban FM aujourd'hui, et nous savons également que c'est la radio la plus écoutée du Gabon. À l'époque, je filmais en amateur,



je faisais des petits projets, si je puis le dire ainsi, et j'avais beaucoup de limites. Ainsi, j'ai décidé de suspendre mes cours à AFRAM pour voyager au Sénégal. Allez apprendre ce que j'aime faire : l'audiovisuelle.

ENOROMI MAGAZINE

Entre court-métrage et long-métrage, dans quel type de réalisation vous sentez-vous le mieux aujourd'hui ?

Henryl Bernel NGOUMBA

À vrai dire, je n'ai pas de particularité, je me sens bien chaque fois que je suis derrière une caméra ou sur un nouveau projet vidéo. Du long au court-métrage, du clip vidéo à la publicité ou encore du film institutionnel

au documentaire, je suis à l'aise, j'aime l'image ; c'est ce qui compte. Je me bats pour toujours à avoir un résultat propre au profit de mes clients.

ENOROMI MAGAZINE

Vous exercez aujourd'hui sur le sol sénégalais où vous avez à votre actif des réalisations avec la FIFA et la NBA. Êtes-vous un réalisateur sportif ou souhaitez-vous simplement vous diversifier ?

Henryl Bernel NGOUMBA

Je crois que dans ce qu'on fait, il faut toujours se surpasser. J'aime les challenges. Quand j'ai été contacté pour réaliser ces projets, c'était pour moi un gros challenge et aussi une belle opportunité. Car, j'avoue que ce n'est jamais facile. Je sais m'adapter au projet qu'on me donne. Ça a été une belle expérience de travailler avec ces entités et surtout de savoir qu'ils ont eu confiance en moi. Cela ne fait pas de moi un réalisateur sportif. Cependant, cela s'ajoute à mes expériences dans ce métier.

ENOROMI MAGAZINE

Selon vous, quelle est la recette pour être un bon réalisateur ?

Henryl Bernel NGOUMBA

Je crois que pour être un bon réalisateur, il faut déjà être discipliné. La réalisation, c'est diriger une équipe d'une ou plusieurs personnes. L'aspect du plateau de l'enregistrement n'est que le résultat d'un gros travail de plusieurs réunions effectuées avant. À côté de cela, il faut avoir un bon sens de l'imagination, car il y a beaucoup d'inspiration quand on doit réaliser, c'est de la création donc de l'art. Ensuite, je dirais qu'il faut toujours apprendre du métier et être à jour sur l'évolution des différentes méthodes de prise d'images ou encore du matériel, etc. In fine, il faut savoir écouter pour avoir une meilleure perspective sur le projet.

ENOROMI MAGAZINE

En 2021, vous avez participé aux Adicom Awards dans la catégorie «Jeunes

Talents». Comment avez-vous vécu la compétition ? Pensez-vous que les concours sont une excellente voie pour se démarquer ou simplement une autre manière de flatter son ego ?

Henryl Bernel NGOUMBA

C'est une bonne chose de toujours mettre son travail face à celui des autres. Pour ma part, participer à un concours permet non seulement de connaître son niveau, mais aussi de s'ouvrir à d'autres objectifs. L'ego n'apporte rien en vrai, je le dis tout le temps, il n'y a que le travail qui paye et même si on est à un bon niveau, il faut le prendre avec beaucoup d'humilité vis-à-vis de soi et vis-à-vis des autres.

ENOROMI MAGAZINE

Comment parvenez-vous à concilier votre vie professionnelle de votre vie sociale ?

Henryl Bernel NGOUMBA

Je puis dire que j'ai beaucoup de chance, car ma famille, mes amis et connaissances arrivent à me comprendre, et chaque fois que j'ai du temps libre, je le passe en famille.

ENOROMI MAGAZINE

Que souhaiteriez-vous dire à toutes ces personnes qui pensent que mener plusieurs projets, c'est ne pas savoir ce que l'on veut atteindre comme objectif ?

Henryl Bernel NGOUMBA

J'aimerais juste dire que mon expérience m'a montré que l'Homme à la capacité de gérer plusieurs choses, si et seulement si celui-ci applique la discipline, la rigueur et le respect. Avoir plusieurs objectifs n'est pas un mal en soi si vous savez comment vous y prendre dans chaque couloir et quelles sont les priorités dans l'espace temporelle. Aujourd'hui, le monde évolue tellement vite il faut être multitâches pour pouvoir s'en sortir et s'affirmer. ●

Propos recueillis par
Aude SHARYS



► INTERNATIONAL

CRISE EN UKRAINE

Les raisons de la colère de la Russie.

L'Europe connaît sa plus grave crise depuis la fin de la guerre froide. Quelles sont les causes de ce conflit ? Quels en sont les impacts géopolitiques ? Décryptage.

Une guerre au cœur de l'Europe

Jamais depuis la fin de la guerre en ex-Yougoslavie en 2001, l'Europe n'avait été frappée par un conflit armé en son cœur même. Dans la nuit du 24 février 2022, le vieux continent a de nouveau basculé dans l'horreur avec des images terribles des avions russes fonçant sur les villes ukrainiennes devant une communauté internationale médusée et complètement paralysée. Pourtant, de nombreuses semaines plus tôt, les menaces d'une invasion russe planaient avec les manœuvres militaires que Moscou et son allié biélorusse organisaient aux frontières de l'Ukraine. Les Européens refusaient de croire que Vladimir POUTINE franchirait le Rubicon de la guerre en dépit des informations des services de renseignements américains qui disaient clairement le contraire. Malgré de nombreux appels diplomatiques et de déplacements de chefs d'État et de gouvernement (France, Allemagne, Turquie), ce que l'on redoutait arriva avec le déclenchement des hostilités militaires. Mais comment l'Europe est-elle arrivée à ce point ?

Deux nations avec un passé commun

Les relations entre la Russie et l'Ukraine sont pourtant longues et existent depuis l'ère médiévale. La capitale ukrainienne, Kiev, est même considérée comme le berceau de la culture slave. En effet, ces deux peuples partageaient un même territoire, la Rus' de Kiev (IXe siècle) jusqu'à l'invasion par l'empire mongol (1223-1240) qui les sépara. Les Russes formèrent leur propre empire tandis que l'Ukraine rejoignit la Biélorussie dans le Grand-Duché de Lituanie. Malheureusement, les conflits religieux entre orthodoxes et catholiques poussèrent les Ukrainiens vers la Russie qui les intégra en son sein sous le règne de Catherine II (1654).

À la suite de la révolution bolchevique de 1917, l'Ukraine tenta de reconquérir son indépendance en proclamant la naissance de la République populaire d'Ukraine. Hélas, celle-ci sera rapidement écrasée par les Russes en 1920. La République socialiste soviétique d'Ukraine sera proclamée puis intégrée au sein de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) en 1922.

Après l'effondrement de l'URSS en 1991, l'Ukraine obtint enfin son indépendance, mais de nombreux points de frictions naitront avec son puissant voisin russe. Le jeune État slave dont la classe politique et l'administration sont gangrénées par la corruption s'enlise très vite dans une série de crises politiques dont le point culminant sera la révolution orange de 2005. Durant la décennie qui suivra, les relations entre ces deux États seront ponctuées par de fortes tensions.

Une indépendance sous influence russe

C'est en 2013 que les relations entre la Russie et l'Ukraine vont connaître un nouveau tournant. En effet, au moment où Kiev s'apprêtait à signer un accord d'association avec l'Union européenne (UE), Moscou va alors prendre une série de mesures en vue d'empêcher cet accord. Le président russe, Vladimir Poutine, tente depuis son arrivée au pouvoir en 1999 de ramener les anciennes Républiques socialistes soviétiques dans le giron de Moscou. À la suite des pressions russes, le président ukrainien Victor Ianoukovitch va renoncer à la signature de cet accord. Ce revirement ne sera pas du tout du goût des opposants qui vont aussitôt déclencher une série de manifestations populaires pour demander un rapprochement avec l'UE. Des dizaines de milliers de manifestants qui occupent la place Maïdan et la mairie de Kiev de-

mandent ouvertement la démission du président Ianoukovitch. En février 2014, ces manifestations sont violemment réprimées causant la mort de 80 personnes. Dans la foulée, le parlement votera la destitution du président Ianoukovitch alors en fuite en Russie et l'opposition en profitera pour prendre le pouvoir. La Russie qui qualifie cette situation de Coup d'État refusera de reconnaître les nouvelles autorités ukrainiennes.

L'annexion de la Crimée et de Sébastopol

Cette énième crise à la tête de l'Ukraine sera celle de trop pour la Russie. Soutenu par Moscou, un référendum d'autodétermination sur l'avenir de la Crimée est organisé en mars 2014. À l'issue de celui-ci, plus de 83% des votants de la Crimée choisiront un rapprochement avec la Russie. Le parlement local va déclarer l'indépendance de la Crimée le 11 mars 2014 et le 16 mars, la Russie annonce officiellement que la Crimée et la ville de Sébastopol, anciennement ukrainiennes, font désormais partie intégrante de la Fédération de Russie. La communauté internationale condamne cette annexion qu'elle qualifie d'atteinte à la souveraineté de l'Ukraine et refuse de reconnaître le nouveau statut de ces territoires.

Un accord de libre-échange avec l'UE est signé entre le nouveau Président Petro Porochenko et la Commission européenne le 27 juin 2014 à Bruxelles. Dans la foulée, un soulèvement des partisans de l'ancien président Ianoukovitch dans la région de l'Est de l'Ukraine (Donbass) est déclenché contre le pouvoir de Kiev. Les insurgés proclament la République populaire du Donesk et la République populaire de Lougansk. Des affrontements armés qui ont lieu avec les forces loyalistes d'Ukraine et les sécessionnistes soutenus par Moscou plongent cette région dans la guerre civile. Le président Vladimir Poutine est accusé par les Occidentaux de

déstabilisation de l'Ukraine et son pays est aussitôt soumis à des sanctions économiques.

La guerre dans les territoires du Donbass

Le 5 septembre 2014, les représentants de la Russie, de l'Ukraine et des Républiques populaires du Donbass signent accord pour mettre un terme à la guerre en Ukraine orientale. Les négociations se sont déroulées à Minsk, la capitale de la Biélorussie, sous les auspices de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE). Malheureusement, cet accord ne permettra pas de mettre un terme définitif à la guerre.

L'élection présidentielle du 21 avril 2019 est remportée par un inconnu en politique, Volodymyr ZELENSKY. Le nouveau président, clairement pro-occidental, souhaite notamment faire adhérer son pays à l'UE, mais aussi à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), une organisation à vocation militaire. La fin de la même année, 150 000 soldats russes sont déployés à la frontière des 2 pays dans le cadre de « manœuvres militaires ». En réaction, l'Ukraine mobilise 100 000 réservistes et se prépare à une invasion. En dépit des appels de la communauté internationale à une désescalade, aucune solution politique n'est trouvée et le pire finit par arriver. Le président russe annonce au cours d'une allocution télévisée le 24 février le déclenchement d'une « opération militaire » en Ukraine.

Les revendications de la Russie

Pour le président Vladimir POUTINE, l'Ukraine n'a pas respecté les accords de Minsk. Il accuse également Kiev de génocides envers les populations russophones de l'Est de l'Ukraine. En

réalité, le maître du Kremlin fait payer aux Occidentaux leur mépris vis-à-vis de la Russie depuis l'effondrement de l'URSS en 1991. Il leur reproche ensuite l'élargissement de l'OTAN vers les pays d'Europe de l'Est (Bulgarie, Hongrie, Lettonie, Estonie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie), ce qui constitue une menace de fait à la sécurité de la Russie. Tout comme le président américain John F. KENNEDY en 1962 lors de la grave crise des missiles nucléaires à Cuba, le président Vladimir POUTINE estime que l'entrée de l'Ukraine qui partage des frontières communes avec la Russie dans l'OTAN menacerait gravement la sécurité de son pays. En outre, laisser l'Ukraine entrer dans le giron de l'Occident anéantirait la reconstitution de la « Grande Russie » de l'époque tsarine avec la Géorgie et la Biélorussie pour laquelle il se sent investi d'une mission quasi messianique. Enfin, il sait que les Occidentaux ne seront pas en mesure d'empêcher son intervention.

Une Europe paralysée sans le soutien militaire des États-Unis.

Depuis la création de l'OTAN en 1949, les budgets de la défense européens représentent moins de 2% du PIB, alors que leur puissant voisin russe n'a cessé de se réarmer depuis l'arrivée de Poutine au Kremlin. Parmi les 27 pays membres de l'UE, seule la France dispose de l'arme nucléaire. Les autres pays de l'UE, majoritairement membres de l'OTAN, s'appuient sur la puissance américaine pour assurer leur protection. Les États-Unis ont déjà fait savoir qu'ils n'interviendraient pas militairement dans ce conflit du fait que l'Ukraine n'est pas un membre de l'OTAN. Faute de moyens pour faire reculer la Russie, les Européens ont donc décidé de la frapper par une série de sanctions.

Les sanctions les plus fortes jamais imposées par les Occidentaux.

Les Occidentaux ont donc gelé les avoirs de la banque centrale russe en Europe et aux États-Unis, soit 630 milliards de dollars afin de limiter son accès aux marchés des devises pour soutenir sa monnaie, le rouble. Les banques russes ont été exclues du système de paiement digital Swift afin de les empêcher de faire des transactions à travers le monde. Ils espèrent ainsi entraîner une forte inflation ainsi qu'une augmentation des coûts des crédits. Les oligarques russes, proches de Poutine, sont aussi frappés d'interdiction de voyager en Europe et aux États-Unis et leurs avoirs détenus dans les banques occidentales sont gelés. Mais ces sanctions ne sont pas qu'économiques.

Les athlètes russes sont interdits de compétitions internationales comme la Coupe du monde de football au Qatar en juillet 2022 et la Russie ne pourra plus accueillir des événements tels que le Grand prix de Formule 1 à Sotchi. En outre, les ressortissants russes qui occupaient des responsabilités dans des théâtres, opéras et orchestres européens ont été démis de leurs fonctions. Cependant, toutes ces sanctions ne sont pas sans impacts pour les économies européennes.

Des sanctions qui ne concernent pas les produits énergétiques.

La forte dépendance au pétrole et au gaz russe rend impossible tout embargo de la part des Européens en dépit de l'annulation du projet de gazoduc Nord Stream 2. Le prix du baril de

pétrole a dépassé les 140 dollars, une première depuis 2008, tandis que le Gaz naturel liquéfié (GNL) connaissait une progression de plus 200% depuis le début du conflit. Les ménages européens voient leur budget pour le chauffage et le carburant augmenter exponentiellement. De même que les produits agricoles tels que le blé dont la Russie est le premier exportateur en Europe a entraîné une envolée des cours mondiaux qui se traduit par une augmentation du prix du pain.

Les dirigeants européens réunis les 10 et 11 mars 2022 à Versailles ont décidé de réduire de 2/3 la consommation de pétrole et de gaz russe d'ici fin 2022, ce qui reste un vrai défi en raison de la faiblesse de l'offre mondiale, pénalisée par les embargos que subissent l'Iran et le Venezuela qui sont de grands producteurs pétroliers et de gaziers. Pour faire face, la Russie a donc décidé de nouer des partenariats stratégiques avec...la Chine.

Le soutien indispensable de la Chine.

Le géant asiatique qui n'a pas pris part aux sanctions contre la Russie reste le principal bénéficiaire indirect de ce conflit. En effet, Pékin a levé les restrictions contre le blé russe et a signé un accord de construction d'un second gazoduc entre les 2 pays d'une capacité de 50 milliards de mètres cubes. La Chine va en outre permettre aux banques russes de faire des transactions en Yuan pour contourner les interdictions d'utiliser des euros et des dollars qui les frappent. Les échanges commerciaux entre la Chine et la Russie s'élevaient à 147 milliards de dollars en 2021. L'autre raison est que la Chine espère un soutien indéfectible des Russes en cas d'invasion de Taiwan, territoire sur lequel elle revendique sa souveraineté. ●

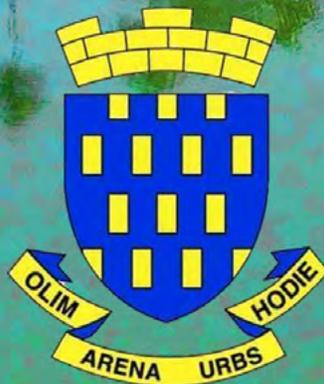
RAJOUTER DE LA

PUISSANCE

À VOTRE **MOTEUR**



GAB OIL



MAIRIE DE PORT-GENTIL